



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-5-16/2023-5-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 16 mai.

Genève : la RDC, le Rwanda et le HCR s'accordent pour le rapatriement des réfugiés congolais et rwandais. Les délégations de deux pays ainsi que le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés se sont réunies le 15 mai à Genève, en Suisse, pour discuter des dispositions de ce rapatriement. A l'issue de cette réunion tripartite, un communiqué conjoint a été signé par toutes les parties. Selon ce document, les deux gouvernements s'engagent à reconnaître le droit au retour et à assurer le respect du principe d'un retour volontaire en sécurité et dans la dignité. Il s'agit aussi de relever les défis liés à la sécurité des personnes rapatriées, à l'échange d'informations sur les conditions de vie dans les zones de retour ; y compris la sensibilisation au niveau communautaire, ainsi qu'à la réintégration. La RDC et le Rwanda s'engagent également à continuer d'assurer l'accès à l'asile pour les personnes ayant besoin de protection internationale dans le respect des conventions y relatives.

Catastrophe à Kalehe : d'autres corps retirés des décombres. Cinq nouveaux corps sans vie ont été sortis des décombres, le 15 mai à Nyamukubi. La Croix-Rouge, des volontaires ainsi que certains membres de familles des disparus, s'activent sans relâche pour retrouver d'autres corps des victimes. Pendant ce temps, les sinistrés de cette catastrophe vivent dans des conditions humanitaires difficiles à Bushushu et Nyamukubi. Ils font face à plusieurs défis pour tenir le coup. Plusieurs organisations de la communauté humanitaire sont présentes sur terrain. Mais, le principal défi aujourd'hui, c'est la RN2 qui traverse le territoire de Kalehe entre Bukavu et Goma. Ce tronçon est totalement délabré. Pourtant, si cette route est ouverte à la circulation, les personnes peuvent faire mouvement vers d'autres localités et trouver refuge dans les familles d'accueil ; mais cela va aussi faciliter le mouvement des humanitaires qui peuvent secourir les sinistrés.

Kinshasa : les avocats de Fortunat Biselele dénoncent la violation de ses droits constitutionnels. Ce collectif d'avocats pense que « leur client est un prisonnier politique, soustrait des soins de santé sans respect de ses droits », alors que le juge de fond a déjà commencé l'examen de son dossier dont la prochaine audience est prévue vendredi 20 mai. Fortunat Biselele, l'ex-conseiller privé du président de la République, est accusé de plusieurs infractions dont l'intelligence avec le Rwanda. Arrêté le 14 janvier dernier par l'Agence nationale de renseignements (ANR) il est gardé à vue pendant six jours. Il a ensuite été transféré au Parquet général le 20 janvier. C'est le 7 avril que Biselele a été présentée devant le tribunal de grande instance de la Gombe pour être jugé.

Nord-Kivu : des véhicules arrivent à Goma après une réhabilitation partielle de l'axe Masisi-Goma. Ce tronçon était totalement coupé depuis le 27 avril par un éboulement à environ 40 km de Goma près de Mushaki. Une intervention d'urgence a permis, lundi, le passage de certains véhicules transportant des vivres vers Goma. En plus de la hausse de prix des vivres, la destruction de la route occasionne aussi la dégradation des marchandises transportées. Sur des axes que les transporteurs parcouraient en un jour, aller-retour, les véhicules font actuellement plusieurs jours pour atteindre les centres de consommation ou le lieu de ravitaillement des vivres. C'est le cas de l'axe Sake-Kitshanga-Mwesso jusqu'à Kanyabayonga, long 190 km. Cette route est totalement détruite par des bourbiers. Des véhicules sont embourbés empêchant le passage d'autres véhicules.

Kinshasa : poursuite du procès de deux officiers des Fardc et de la Police dans l'affaire Kamuina Nsapu. C'est pour permettre à l'auditeur général des Fardc de répliquer au mémoire de la défense. La défense prétend que, la Haute Cour accuse gratuitement Vumilia des crimes contre l'humanité par viol et meurtre. Elle clame son innocence arguant qu'il n'avait jamais qualité ni compétence d'engager des groupes au moment des faits survenus entre 2016 et 2017 au quartier Mulombodi de Kananga, à la suite des représailles contre la milice Kamuina Nsapu. Le général de brigade Emmanuel Lombe Banguandu et le commissaire divisionnaire adjoint, Vumilia Tendilonge avaient été cités pour leur rôle présumé, dans les crimes graves commis au quartier Mulombodi dans le périmètre de l'aéroport de Kananga en 2017, au plus fort de l'insurrection de la milice Kamuina Nsapu.

Le Maroc octroie des bourses aux étudiants congolais, pour l'année académique 2023-2024. Les personnes intéressées sont invités à contacter la direction de la coopération internationale et régionale du ministère de l'Enseignement supérieur. La date limite de dépôt de candidature est fixée au 27 mai 2023.

Goma : les bureaux du centre « Foyer social » vandalisés lors d'un déguerpissement. Sur ordre d'un huissier judiciaire du parquet général, brandissant le jugement de la justice, et accompagné d'une dizaine de policiers, quelques murs et portes de certains bureaux du centre Foyer Social ont été démolis, à la suite d'un ordre de déguerpissement. Un responsable du corps des assistants sociaux, dit que ses collègues et lui-même n'ont jamais été notifiés de ce jugement de la justice.

Kananga : les mineurs exerçant le commerce seront désormais appréhendés par la police. Le ministre provincial de l'Intérieur, a rappelé que le gouvernement provincial avait interdit aux enfants de moins de 18 ans de vendre quoi que ce soit dans la ville de Kananga. Cette décision avait été prise au regard de la présence de plusieurs mineurs dans les artères de la ville, exerçant les activités commerciales diverses, alors que leur place est à l'école. Le gouvernement provincial avait accordé un moratoire pour que les enfants et leurs responsables se conforment à cette mesure. Le moratoire a expiré depuis le 1^{er} avril. Désormais, les unités de la police vont arrêter les récalcitrants.

Ubundu : l'interruption du trafic avec Kisangani provoque la hausse de prix des biens de consommation, à la suite des conflits sanglants entre les communautés Lengola et Mbote. Ces affrontements ont fait au moins 40 morts. Les belligérants ont érigé des barrières sur les voies qui relient Ubundu à Kisangani, empêchant ainsi l'approvisionnement d'Ubundu en vivres et autres produits. Le ministre provincial de l'intérieur, affirme que la Police nationale a reçu du carburant pour lui permettre de dépêcher des unités sur la route Kisangani-Ubundu.

2^{ème} journée ville morte à Beni : les activités toujours paralysées malgré un timide mouvement dans la ville. Seules ont ouvert quelques officines pharmaceutiques et alimentations. Les forces de l'ordre appuyées par des soldats des Fardc sont positionnées à la jonction des quartiers Matonge et Tamene. A l'intérieur de cette commune, cependant, les manifestants font leur loi. Cinq jours de ville morte ont été décrétés par la coordination urbaine de la société civile pour mettre les autorités devant leurs responsabilités à la suite de la montée de l'insécurité.

Nord-Kivu : 6 morts dans un accident de circulation à Nyiragongo. Une moto tricycle qui transportait des sacs de braise en provenance de Munigi, avec à son bord quelques passagers, s'est renversée sur la chaussée, au Rond-point Kihisi. Le système de freinage défectueux serait à la base de cet accident grave, atteste la même source.

Kinshasa : Gode Mpoyi appelle Christophe Mboso a plaidé pour la restauration de la paix dans le plateau de Bateke. Les députés provinciaux de Kinshasa ont dit, le 15 mai, être vivement préoccupés par les tensions armées entre Teke et Yaka, sur le plateau de Bateke, aux portes de Kinshasa. Ils ont dénoncé la complicité et l'implication de certaines autorités politiques de Kinshasa dans l'entretien et le financement de cette crise, pour des fins politiciennes. Le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, rassure que tout sera mis en œuvre pour que la paix revienne sur toute l'étendue de la ville.

Nord-Kivu : affrontements entre Nyatura et M23 à Kilolirwe. Ces affrontements qui ont duré plusieurs heures ont provoqué une panique au sein de la population des deux villages, Kausa et Rushinga. Ces populations venaient d'ailleurs juste de retourner dans lesdits villages, après plusieurs mois de refuge dans les sites autour de Goma.

Mwenga : le chef de guerre Ndarumanga condamné à perpétuité, pour crime contre l'humanité par meurtre, viol, esclavage sexuel, emprisonnement et participation à un mouvement insurrectionnel. Ces faits ont été commis dans le triangle Shabunda-Walungu- Mwenga au cours de plusieurs exactions de ce mouvement armé entre 2012 et 2021. Ce procès s'est déroulé du 8 au 15 mai courant, en chambre foraine, à Mwenga.

Crise du maïs au Tanganyika : le PAM se réserve d'acheter les graines localement pour éviter d'aggraver la situation. Le bureau du Programme alimentaire mondiale à Kalemie (Tanganyika) "n'achète pas les graines de maïs localement pour éviter de déstabiliser le marché", a déclaré, lundi 15 mai, Younous Belangar, le chargé de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement de cette agence au chef-lieu de la province de Tanganyika.

Kwango : un calme relatif règne après les affrontements du week-end, entre les assaillants de la milice "Mobondo" et les forces de l'ordre. Le bilan faisait état d'une dizaine des morts. Sur la RN1, dans son tronçon compris entre Mongata (Kinshasa) et Batshongo (Kwango), en allant vers la ville de Kenge et Kikwit, la situation sécuritaire est à présent calme et sous contrôle des forces de l'ordre. La population commence à retourner timidement à Batshongo, qui a été complètement vidé de ses habitants.

Début de l'audit externe du fichier électoral. Cette opération a débuté par une réunion d'échanges entre les membres de la Ceni et l'équipe mixte d'experts nationaux et internationaux sélectionnés à l'issue d'un appel à candidature lancé le 9 mai. Seuls cinq experts sectionnés sont à pied d'œuvre. Cette équipe mixte a jusqu'au 20 mai pour exécuter cette tâche. L'objectif global de l'audit externe du fichier électoral est, d'une part, d'évaluer le système actuel d'identification et d'enrôlement des électeurs, afin d'en identifier les forces et les faiblesses et d'en dégager éventuellement des mesures correctives. Cette démarche vise aussi à formuler, le cas échéant, des recommandations conséquentes visant à améliorer la qualité et l'intégrité du fichier électoral.

Guerschom Kahebe : « Les députés doivent faire parvenir au Président le message de la population de Beni qui réclame la paix ». Cet acteur politique congolais résident aux USA a fait cette déclaration en rapport avec les cinq jours de ville morte décrétés par la société civile de Beni pour s'opposer à l'insécurité grandissante dans cette région. Il appelle les autorités congolaises à « prendre leur responsabilité pour mettre fin au cycle de violence, qui n'a fait que trop durer dans cette partie du pays ».

Christophe Mbose menace de sanctionner les députés nationaux absentéistes. Conformément au Règlement intérieur de la chambre basse, ces élus risquent soit le rabattement de salaire ou leur invalidation. Le 15 juin 2022, l'Assemblée nationale avait invalidé les mandats de cinq députés nationaux pour absence non justifiée.

La Haute Cour militaire publie ses arrêts rendus dans le procès Chebeya. La Haute Cour militaire a présenté ce mardi 16 mai à Kinshasa un numéro spécial du bulletin de ses arrêts aux magistrats civils et militaires. Cette publication jurisprudentielle de 172 pages, réalisée avec l'appui de la Monusco, est exclusivement consacrée aux arrêts rendus dans l'affaire d'assassinat de Floribert Chebeya, ancien défenseur des droits de l'homme, en vue de répondre au besoin et à la nécessité maintes fois exprimés par les praticiens du droit. Deux arrêts publiés rentrent dans les annales de la justice militaire à cause de leur particularité pour plusieurs raisons. Il s'agit de celui rendu le 1^{er} septembre 2015 à l'égard des prévenus condamnés contradictoirement. Tandis que le second a été prononcé sept ans après, soit le 11 mai 2022, pour les condamnés par défaut. Le 1^{er} président de la Haute Cour militaire, explique l'apport de ce bulletin : « Source jurisprudentielle évidente par son contenu, ce bulletin apportera une aide précieuse au juge militaire dans la résolution des cas soumis à son analyse ». Mais le procès Chebeya n'est pas encore complètement clos, selon le directeur exécutif de la Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme : « C'est vrai qu'il y a eu beaucoup d'avancées. Mais ce procès pour nous n'est pas encore terminé, parce qu'il y a de gros poissons qui courent encore notamment le général John Numbi. Nous attendons donc ce grand procès. Que la haute Cour ne puisse pas s'arrêter à mi-chemin ».

Mercredi 17 mai.

Nord-Kivu et Ituri : l'Assemblée nationale autorise, sans débat, une nouvelle prolongation de l'état de siège.

Etant donné qu'à ce jour, les forces de défense et de sécurité sont engagées dans les opérations militaires pour rétablir la paix tant recherchée, argumente la ministre de la Justice, « il sied donc que votre auguste chambre fasse droit à la demande de prorogation formulée par le gouvernement ».

Ituri : 500 civils tués et 1 million de déplacés affectés par la violence en deux mois (Monusco), par les récentes attaques de deux groupes armés. Le chef de bureau de la MONUSCO, qui est revenu d'une mission dans le sud d'Irumu, indique que 530 personnes ont été tuées entre décembre 2022 et février 2023. Plus d'un million d'autres déplacés sont concentrées autour de différentes bases de la Monusco.

Kwango : deux organisations des jeunes appellent Felix Tshisekedi à honorer la mémoire des victimes de combats AFDL-FAZ à Kenge. Le Conseil provincial de la jeunesse du Kwango et l'asbl Jeunes visionnaires et authentiques du Grand Bandundu rappellent qu'il y a 26 ans, les troupes de l'AFDL, se dirigeant vers Kinshasa pour faire tomber le régime de Mobutu, ont rencontré une forte résistance des Forces armées zairoises (FAZ) particulièrement à Kenge (Kwango), dernier verrou militaire avant la prise de la capitale. Ces combats ont entraîné la mort des centaines des civils. Pour eux, ces victimes méritent un mémorial digne de ce nom.

Les pays contributeurs au Fonds de consolidation de la paix de l'ONU évaluent son impact en RDC. Ces donateurs accompagnés d'une importante délégation des agences des Nations unies et des représentants du gouvernement séjournent à Tshikapa (Kasaï) depuis mardi. Pendant 4 jours, ils vont évaluer l'impact du fonds de consolidation de la paix, également le processus de retrait progressif de la Monusco. Selon le coordonnateur humanitaire, Bruno Lemarquis, le Fonds de consolidation de la paix de l'ONU a approuvé depuis le début de son engagement en RDC, en 2009, un peu plus de 79,1 millions de dollars américains d'investissement.

Journée des Forces armées de la RDC : le député Saidi Balikwisha salue les efforts consentis par l'armée et la police pour imposer la paix. Pour l'élu de Beni « la journée du 17 mai ici en RDC est reconnue comme une journée dédiée aux soldats congolais. Pour cette journée, nous personnellement, nous rendons hommage à tous les militaires Fardc, à tous les éléments de la Police nationale congolaise, qui ne ménagent aucun effort dans les conditions les plus difficiles et déplorables pour imposer la paix ici en province du Nord Kivu ». Il estime que les prouesses réalisées par l'armée sur le terrain sont une conséquence des directives données par l'exécutif national. Le parti politique Ensemble pour la République a également rendu « un vibrant hommage » aux Fardc qui « ont versé leur sang sur le champ de bataille, preuve tangible d'accomplissement de leur engagement patriotique de défendre la mère patrie jusqu'au sacrifice suprême ».

Kinshasa : l'Assemblée nationale déclare recevable la proposition de loi sur le droit de grève. « Le droit de grève est un droit fondamental qui permet aux salariés d'exprimer leurs desiderata professionnels, sans crainte de quelconque représailles. Mais comme tout droit, il est susceptible d'abus et mérite d'être régulée... il faut par exemple considérer que la grève n'a pas vocation à être illimitée, il faut également considérer qu'il y a des préalables pour aller en grève notamment la conciliation, le préavis, toutes ces questions-là ont été quelquefois appliquées de manière empirique mais aujourd'hui, il y a une loi qui protège et qui garantit l'exercice paisible de ce droit-là. L'article 303 du Code de travail dit clairement que pour aller en grève, il faudrait que ça soit fondé sur l'amélioration des conditions de travail, pas autres choses ». « Depuis 1960, la RDC n'a jamais eu des lois qui régulent la grève. C'est une loi très importante, une loi nouvelle, une matière qui n'a pas été légiférée pour laquelle l'Assemblée nationale a été invitée dans leur meilleur délai à apporter le plus grand soin dans la rédaction et dans la forme et le fond de cette proposition ».

Sud-Kivu : MSF prend en charge en charge 1063 patients dans les hôpitaux de Minova et Numbi. Des patients composés principalement d'enfants malades de rougeole et de choléra. Cette prise en charge est organisée dans le cadre d'une réponse d'urgence mise en œuvre par MSF pour soutenir les autorités sanitaires dans la zone de santé de Minova avec l'arrivée de 80 000 déplacés du Nord-Kivu. L'équipe d'urgence de MSF construit aussi des toilettes, fournit de l'eau potable et organise de la promotion de la santé dans les sites les plus vulnérables. Ces personnes, selon l'ONG, vivent dans des conditions précaires : accès insuffisant à l'hygiène, à un abri adéquat, à la nourriture et aux articles de première nécessité. Ces conditions les rendent plus vulnérables aux maladies.

Maniema: un conflit foncier dégénère à Kibombo, deux personnes sont tuées, plusieurs autres blessées et des habitations incendiées, mardi 16 mai. Le conflit des limites de terre qui oppose les populations du village d'Osangu à celles d'Okasa depuis plusieurs années maintenant, a dégénéré mardi, confirment plusieurs sources locales. Les militaires et policiers dépêchés sur les lieux pour rétablir l'ordre auraient ouvert le feu sur les belligérants du conflit, occasionnant la mort de deux personnes, avant d'interpeller deux autres.

La Ceni examine les questions liées à l'ouverture des Bureaux de réception et de traitement des candidatures. La Ceni s'apprête ainsi à convoquer l'électorat conformément à son calendrier : la convocation de l'électorat pour la députation nationale est prévue le 25 juin 2023. Et le bureau de la CENI s'y active déjà. C'est depuis le 15 mai que l'équipe mixte des experts, composée de deux étrangers (Sud-africain et malawite) avec 3 nationaux, audite le fichier électoral de la Ceni dont le rapport est attendu le 20 mai prochain. Pendant ce temps, la Mission d'observation électorale Cenco-ECC est revenue sur ses recommandations lors de la publication de son rapport final sur l'enrôlement des électeurs. Elle ne cesse d'en appeler à un audit externe crédible, indépendant qui inspire la confiance entre les parties prenantes au processus électoral.

Kindu : Deux chimpanzés en captivité remis à l'ICCN. L'Institut congolais pour la conservation de la nature à Kindu (Maniema) a réceptionné un chimpanzé que détenaient des membres de la communauté. Le 5 mai, il en avait reçu un autre. Pour le chef de site de l'ICCN/Kindu, ce geste de la communauté est le fruit de la campagne de sensibilisation environnementale qu'elle mène, depuis un mois, sur la protection de la biodiversité dans la province du Maniema. Les deux chimpanzés remis à l'ICCN sont venus respectivement du Sankuru et d'un village tout proche de Kindu. Il a souligné qu'il a repéré les maisons où les espèces animales protégées sont gardées. Un ultimatum d'un mois est donné à leurs détenteurs pour les restituer au risque de s'exposer aux sanctions légales.

La Banque mondiale suspend les décaissements de fonds pour trois projets à la suite de la dissolution du Fonds social. « Le gouvernement de la RDC a dissous le Fonds social de la RDC, qui est l'entité juridique responsable de la mise en œuvre de trois projets financés par la Banque mondiale - Projet de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre en RDC ; Projet de redressement de l'Est de la RDC ; et Stabilisation et redressement de l'Est de la RDC (pour une composante) - et a créé une nouvelle entité avec la même désignation. La Banque mondiale et les autorités de la RDC travaillent actuellement à l'identification d'accords de transition pour la mise en œuvre de ces trois projets, en vue de minimiser les perturbations dans les activités du projet et tout impact négatif sur les bénéficiaires du projet. Comme convenu avec les autorités, les décaissements pour les trois projets sont suspendus pendant que les dispositions de transition sont identifiées », déclare le communiqué.

Jeudi 18 mai.

Kwango : 10 personnes tuées lors d'une incursion de la milice Mobondo dans le village Salapamba, et d'affrontements violents avec les policiers. La police précise que ces morts sont comptés du côté des assaillants qui ont fait irruption dans ce village et ajoute que la police a aussi mis la main sur au moins 6 assaillants. Pour mettre fin à ce phénomène Mobondo, il faudra « mener une opération d'encercllement de ces assaillants qui trouvent refuge dans l'intersection de quatre provinces dont Mai-Ndombe, Kwilu, Kwango et Kinshasa ».

Lubero : la peste des petits ruminants décime les chèvres dans le Sud du territoire. Plus de 50 caprins, essentiellement des chèvres, sont morts depuis trois semaines dans plusieurs agglomérations, dans le Sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu). D'après le vétérinaire d'Etat de la commune rurale de Kanyabayonga, ces bêtes sont décimées par la peste des petits ruminants. Il précise que cette maladie ne se transmet pas à l'homme. La société civile estime qu'il s'agit d'un coup dur pour l'économie de la région, où la population éprouve d'énormes difficultés dans l'agriculture à cause de la proximité avec le parc national de Virunga.

RDC : 495 violations et atteintes aux droits de l'homme documentées au mois de mars 2023 par le BCNUDH.

Selon le rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, 420 violations et atteintes aux droits de l'homme ont été documentées dans les zones affectées par les conflits en mars 2023. Une augmentation significative par rapport au mois de février et janvier dernier. Il justifie cette augmentation par le nombre élevé des victimes d'exécution sommaire et celles de mauvais traitements et des violences sexuelles. Le Nord-Kivu demeure la province ayant enregistré le plus grand nombre de violations et atteintes soit 206 cas, suivi par les provinces de l'Ituri avec 103 violations et atteintes, du Tanganyika ainsi que du Sud-Kivu. Les membres des groupes armés viennent en tête des auteurs de ces violations sur l'ensemble du pays, avec 376 violations et atteintes enregistrées, suivi des agents de l'Etat avec 158 cas. La Section de la protection de l'enfant de la Monusco a documenté 190 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre des conflits armés qui ont pris la forme d'enlèvement, suivi par le meurtre, la mutilation, le recrutement et l'utilisation des enfants dans les groupes armés.

IXe Jeux de la Francophonie : Félix Tshisekedi exhorte les entreprises à pied d'œuvre à doubler d'efforts, afin de tenir leurs promesses à un peu plus de deux mois de la tenue des IXe Jeux de la Francophonie. La RDC

se lance vers une « véritable course contre la montre ». Les entrepreneurs semblent optimistes quant à la remise des infrastructures dans le délai. Le stade Tata Raphaël attend de recevoir la pelouse synthétique. Plusieurs scénarios ont été envisagés pour résoudre l'épineux problème de transport des athlètes. Le village de la Francophonie a apprêté le tiers des résidences attendues même si l'essentiel du matériel est stocké sur place.

Kindu : fin du conflit de leadership au sein de la CAMEMA. Les deux parties en conflit de leadership au sein du Conseil d'administration de la Centrale d'achat et de distribution des médicaments essentiels (CAMEMA) au Maniema, ont accepté, d'enterrer la hache de guerre. Elles ont opté pour le développement de cette structure en constituant un comité consensuel qui sera dirigé par le docteur Charles Omesimbu. Depuis quatre mois, les membres de la direction de la CRD CAMEMA ne s'attendaient pas sur la politique qu'elle à appliquer dans le processus d'achat et de distribution des médicaments dans la province du Maniema. Ce conflit a affecté le fonctionnement de la Centrale d'achat et de distribution des médicaments essentiels. Cela a eu pour conséquence des ruptures de stock dans plusieurs structures sanitaires de cette province.

Beni : le commandant secteur opérationnel Sokola 1 demande aux combattants des groupes d'autodéfense de quitter Kyavinyonge. Les groupes d'auto-défense appelés «Wazalendo » ou « patriotes » se battent quotidiennement pour la gestion de la pêche de Kyavinyonge mettant ainsi en mal toutes les activités de pêche dans cette région et la sécurité grandissante pour la population qui s'y trouve. Le commandant du secteur opérationnel Sokola 1 a rassuré que « l'armée est préoccupée par la situation et toutes les dispositions nécessaires sont envisagées pour éradiquer complètement l'ennemi, qui ne cesse d'endeuiller la paisible population ».

Kasaï : l'Inspection provinciale de la police dotée de nouveaux bureaux à Tshikapa. La mission inter-agences des Nations unies a également remis des salles de formation et autres nouveaux bâtiments à l'Institut national de préparation professionnelle (INPP). La construction de ces infrastructures a été faite dans le cadre du projet PBF.

Butembo : les guerres récurrentes en RDC sont les conséquences de la chute précipitée du régime de Mobutu, a expliqué l'historien Kasereka Muhongya Wakavwaro, lors d'une conférence-débat à Butembo, qui avait pour thème « le début de la déstabilisation des pays des grands Lacs, la chute de Mobutu et ses conséquences ».

«Les guerres récurrentes dans notre pays sont les conséquences palpables de cette chute précipitée parce que, les pays qui nous entouraient avaient peur du Zaïre, ils reconnaissaient que le Zaïre avait une armée forte, mais du moment où ils sont arrivés en RDC, ils ont remarqué que la FAZ n'existait que de nom. Raison pour laquelle, de temps en temps ils peuvent venir n'importe quand dans notre pays et piller nos richesses naturelles ». Pour cet historien, l'unique voie de sortie de cette crise sécuritaire, tel que vécue actuellement en RDC, est la réforme de l'armée : « La grande solution pour la RDC est de reformer son armée, équiper son armée, payer bien son armée pour que nous puissions de nouveau avoir le prestige que nous avions à l'époque. Mais aussi longtemps que nous ne réparons pas notre armée, nous ne pouvons jamais gagner une bataille ».

Inondations de Kalehe : « La Monusco, disposée à s'unir avec le gouvernement pour soulager les sinistrés » Les principaux besoins exprimés par ces rescapés de cette catastrophe naturelles sont la réouverture de la RN2, la délocalisation et l'assistance alimentaire et en eau potable. La cheffe de la Monusco a également rassuré des efforts qu'elle mène aux côtés du gouvernement congolais pour venir en aide à ces personnes sinistrées. Elle et sa délégation se sont limitées à Bushushu aussi longtemps que la route est coupée à la suite des dégâts des pluies.

Masisi : compromis trouvé sur le déploiement de la base temporaire des casques bleus à Bweremana. L'objectif du déploiement d'une base temporaire des casques bleus à Bweremana fait suite à la fragilité de la situation sécuritaire dans cette partie du Nord-Kivu, en proie aux rebelles M23-RDF ainsi qu'aux miliciens réfractaires au processus du désarmement. Les acteurs socio-coutumiers du groupement Mufuni-Shanga, territoire de Masisi (Nord-Kivu) ont accepté le déploiement de la base temporaire des casques bleus de la Monusco dans la cité de Bweremana. De son côté, le chef de groupement Mufuni-Shanga a souhaité que la Monusco soit flexible et collabore étroitement avec les autorités coutumières, comme dans les années passées.

Pacification de l'Est de la RDC : le gouverneur Ndimba exprime sa reconnaissance à la Monusco et à l'EAC, lors de la messe d'action de grâce dite dans l'enceinte de son cabinet, à Goma. A travers ce culte, il a dit vouloir honorer la mémoire de vaillants soldats tombés sur le champ de bataille, mais également les populations tuées par le M23 à Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et par les ADF dans le territoire de Beni. A cette occasion, le gouvernement provincial du Nord-Kivu commémorait la journée du 17 mai, dédiée aux Fardc et du deuxième

anniversaire de l'instauration de l'Etat de siège dans l'Ituri et Nord-Kivu. Cette double cérémonie s'est clôturée par une visite de compassion aux blessés de guerre internés à l'hôpital militaire de Camp Katindo.

Maniema : désaccord entre la CNPR et l'ACCO sur les actions de prévention routière. Le directeur provincial de la Commission nationale de prévention routière, (CNPR) déplore le fait que l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO) entrave les actions de la CNPR en créant notamment des parkings en plein centre-ville sans l'aval de ce service de l'État, qui a pour mission de proposer au gouvernement une politique concertée sur la prévention des accidents routiers. De son côté, l'ACCO à travers son porte-parole, s'est dit également décourager du comportement de la CNPR qui récolte de l'argent auprès des membres de l'ACCO sans traçabilité.

Fonds social de la RDC : prise des fonctions du nouveau coordonnateur national. Le nouveau promu a indiqué « ce fonds est un instrument qui doit contribuer à booster le social de la population et son vécu quotidien ». Il a reconnu que sa mission est lourde à la tête de cet établissement public qui a été restructuré, il y a quelques semaines, en le fusionnant avec le Programme d'urgence intégré de développement communautaire. La directrice générale du Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), a affirmé que la nomination de Philippe Ngwala va apporter un souffle nouveau dans le combat pour la protection sociale au regard de son expérience et son implication pour cette cause.

Journées ville morte à Beni : le parlement d'enfants déplore la paralysie d'activités scolaires, au quatrième jour consécutif de l'opération ville morte décrétée par la société civile locale et certains groupes de pression pour dénoncer l'insécurité dans la ville. Cette paralysie impacte négativement le calendrier scolaire à trois semaines de la fin de l'année scolaire. Il en appelle à la responsabilité des organisateurs, pour garantir le respect des droits des enfants. Il les invite à manifester tout en laissant les élèves partir à l'école et que les enseignants aillent les occuper.

Les Prix des leaders mondiaux de la santé décernés à Jean-Jacques Muyembe et Peter Piot. Directeur général de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) à Kinshasa, Muyembe-Tamfum est « reconnu pour son innovation, son leadership et ses contributions novatrices à la gestion et au traitement de maladies telles que la maladie à virus Ebola. Il faisait partie de l'équipe qui a découvert le virus Ebola Zaïre lors de la première épidémie enregistrée en 1976, dans la province de l'Équateur, au nord de la RDC. Plus tard, il a contribué à la conception de l'un des premiers traitements efficaces contre le virus et au déploiement de vaccins expérimentaux contre la maladie à virus Ebola. Pour sa part, Piot de Belgique doit son succès à « son leadership extraordinaire dans la réponse à l'épidémie de VIH/sida et à d'autres défis importants en matière de santé mondiale. Il a joué un rôle essentiel dans le lancement d'initiatives majeures en matière de santé mondiale telles que l'ONUSIDA, le Fonds mondial et d'autres, qui ont amélioré les résultats en matière de santé dans le monde entier ».

Vendredi 19 mai.

Beni : activités toujours paralysées à la 4^{ème} journée ville morte. Boutiques, magasins, commerces sont restés fermés depuis 4 jours. Même cas pour les banques, stations-services, les shops des maisons de communication et les écoles. Certaines rues et avenues sont toujours barricadées dans des quartiers de la commune de Mukera, considérée comme un point chaud de la ville. Un renforcement de la présence de la police est observé dans les coins stratégiques de la ville. La société civile avait appelé à 5 journées ville morte pour dénoncer l'insécurité.

L'intersyndicale de l'EPST décrète une grève illimitée dès lundi 22 mai. "Les syndicats membres de l'intersyndicale de l'EPST, constatent avec amertume le non-respect, par le gouvernement, des engagements pris entre ce dernier et le banc syndical de l'EPST, dans la province du Kongo-Central, en dépit de plusieurs tentatives dès le 2 mars 23". Le 18 novembre 2021 à Mbuela Lodges dans la province du Kongo-Central, le Gouvernement et le banc syndical de l'EPST avaient signé un accord portant sur toutes les revendications des enseignants, notamment la régularisation salariale de nouvelles unités et des non-payés, avec effet rétroactif d'un mois.

Tshopo : des cas récurrents de pendaison à Kisangani. Un jeune homme d'une trentaine d'années a été retrouvé pendu à un arbre le 18 mai dans la commune Tshopo à Kisangani. Ce cas porte à quatre le nombre des personnes retrouvées mortes dans les circonstances similaires en l'espace de dix jours dans cette entité. Les Boyomais réclament des enquêtes sérieuses afin de découvrir la vérité sur ces pendaisons devenues récurrentes.

Matadi : 2 morts lors d'une tentative d'évasion des détenus au tribunal. Pour un témoin de cet événement, ces détenus avaient préparé leur coup depuis la prison. En pleine audience ils ont tenté d'ouvrir la salle d'audience pour s'évader. Mais, ils en ont été empêchés par les juges et avocats, présents dans cette salle. Malgré

cela, douze détenus ont pu sortir de la salle. Parmi eux, deux sont morts après avoir reçu des balles tirées par la police. Trois évadés ont pris le large, et sept ont été récupérés non loin du tribunal.

Lubero : 4 morts après une embuscade des présumés Mai-Mai à Kibali. L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) parle d'une attaque à l'arme lourde d'un véhicule de l'ICCN, qui était entré dans une embuscade tendue apparemment par un groupe Mai-Mai. Le bilan encore provisoire fait état de quatre personnes tuées sur place (trois éco-gardes et un technicien de la centrale), et six autres personnes ont été blessées, soit trois membres d'équipage du convoi et trois civils. Les assaillants ont emporté les armes des éco-gardes.

Dissolution du Fonds social de la RDC : le malentendu dissipé entre la Présidence et la Banque mondiale.

Après la rencontre entre la Banque mondiale et le cabinet du chef de l'Etat, au sujet de la dissolution du FSRDC, le malentendu entre les deux institutions est clos. « La restructuration du FSRDC a été guidée par le seul souci de se conformer à la Constitution et aux lois de la République ». Ce malentendu était basé sur le fait que, le Fonds social de la RDC était pour la Banque mondiale l'entité chargée de l'exécution de trois projets d'une enveloppe totale de 1.04 milliards USD, à savoir : le Projet de prévention et de réponse aux violences Basées sur le genre pour 100 millions de dollars américains ; le Projet de stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix, pour 695 millions dollars ; le projet de stabilisation et de relèvement de l'Est pour 250 millions de dollars américains. La Banque mondiale a pris acte de cette restructuration. « Maintenant que tout est clair, les deux parties, qui avaient déjà anticipé des échanges sur la question, vont établir ensemble les modalités de la période transitoire pour poursuivre sereinement les opérations en cours », précise la même source.

Tanganyika : le gouvernement lance le projet de la police de proximité avec le soutien du Japon.

Ce projet est financé à hauteur de 3,7 millions USD et sera mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM). L'objectif de ce projet est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance sécuritaire au niveau local. L'ambassadeur du Japon en RDC, a fait savoir que la police de proximité favorise des fortes relations entre la police et les membres de la communauté, la résolution des problèmes communautaires, et cela peut conduire à une réduction de la criminalité à long terme. Il a expliqué en quoi consiste ce projet : « Six mois de formation policière, la construction de commissariats et sous commissariats avec les équipements et l'opérationnalisation du conseil local pour la sécurité de proximité visant à établir la collaboration entre la police et la population ».

Kinshasa : ouverture du colloque sur la justice constitutionnelle et le contentieux électoral.

Ces assises réunissent des constitutionnalistes Congolais avec quelques invités étrangers. Il s'agit d'un cadre de réflexion de la justice constitutionnelle pour la consolidation d'un Etat de droit et de la démocratie. Au total, cinq panels sont prévus pour décortiquer la thématique centrale dont : la contribution de la justice constitutionnelle à l'Etat de droit et à la démocratie ; la Constitution et les autres normes de référence du juge constitutionnel ; l'objet du contrôle de constitutionnalité ; le juge constitutionnel et les autres juges : subordination, complémentarité ou concurrence ?

Nord-Kivu : lancement officiel de la campagne de vaccination contre la rougeole.

Cette campagne va durer cinq jours. Au total 1.789. 774 enfants âgés de 6 à 59 mois sont attendus sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu. Selon le chef de division provinciale de la santé, depuis le début de cette année 26.198 cas de rougeole avec 129 décès ont été notifiés. « La situation dans la province s'est plus aggravée à la suite des déplacements des populations, avec la malnutrition sous toute ses formes », a révélé Dr Michel Nzanzu.

Kananga : 179 écoles réhabilitées par l'Unicef et ses partenaires depuis 2020.

Il s'agit d'une bonne partie d'écoles détruites lors des violences de Kamwina Nsapu dans cette région du Kasai. Pour le représentant de l'Unicef en RDC « il est aussi important qu'on trouve des solutions sur les 363 écoles qui ont été détruites et qu'on n'a pas encore réhabilité. Pour cela il faut effectuer une visite sur le terrain. Parce que, ça me permet de pouvoir échanger avec les autorités au niveau national. Nous allons discuter avec le ministère de l'Enseignement ainsi qu'avec le bailleur des fonds. Il y a de nouveaux fonds disponibles ».

Butembo : le CIDHOPE exige la libération de 98 personnes détenues illégalement à la prison de Kakwangura.

L'ONG Centre international pour la défense des droits de l'homme, la paix et l'environnement affirme que ces personnes dont certaines sont malades, sont détenues sans statut pénitentiaire. Beaucoup de ces détenus sont arrêtés pour pêche illicite et destruction de la flore. Ils avaient été transférés de la prison de Rutshuru à celle de Butembo sans aucune pièce administrative. Ce qui ne leur conférerait pas le statut pénitentiaire dans cette prison, où ils sont détenus depuis plusieurs mois, précise l'ONG. Jusqu'à ce jour, aucun d'entre eux n'a été présenté devant la chambre de conseil pour la régularisation de sa détention.

Ituri : 41 cas de violations des droits humains enregistrés au premier trimestre 2023 (Justice-Plus). Dans ce rapport de 27 pages, l'ONG Justice-Plus note que la situation sécuritaire reste préoccupante malgré les efforts de paix en cours. Le territoire le plus affecté est celui de Djugu où plusieurs violations des droits de l'homme sont enregistrées. Il s'agit notamment de meurtres, viols, mutilations ou autres sévices sexuels. Cette situation est due aux attaques répétées des groupes armés qui écument la région, avec comme conséquence, des massacres de plusieurs personnes, la destruction des maisons d'habitation et des infrastructures scolaires et sanitaires, allègue le monitoring de cette ONG. A cela s'ajoute le déplacement massif de personnes. Sur le plan humanitaire, elle note que les sites des déplacés restent la cible des miliciens de la Codeco. Leur présence réduit sensiblement la mobilité des déplacés et empêche ainsi la relance des activités agricoles.

Muanda: la société civile proteste contre le jugement rendu dans le procès de viol d'une mineure. Les manifestants trouvent dérisoire la peine de 10 ans d'emprisonnement prononcée par le tribunal de grande instance de Boma, contre Adrien Madonyamo, chef d'agence de l'OCC/ Muanda, pour le viol d'une fille de 15 ans et dénoncent « la légèreté avec laquelle l'appareil judiciaire du Kongo-Central traite les cas de viol, mais également la complaisance et les conditions de traitement de ces violeurs pendant qu'ils sont placés en garde à vue ». Elle hausse aussi le ton face à l'ampleur que prend le viol à Muanda.

Beni : 1918 cas de rougeole notifiés depuis janvier 2023 dans la zone de santé rurale d'Oïcha. « Depuis janvier à nos jours, nous venons de notifier 1918 cas de rougeole avec treize décès. La zone de santé a vingt-sept aires de santé. Les ripostes que nous avons organisées étaient dans quinze aires de santé. Les autres aires de santé restantes, ce sont des aires très insécurisées et pourtant il y a encore des enfants. Les gens sont toujours en mouvements là-bas. Mais voilà les enfants sont en train de se contaminer ».

Sud Kivu : le chef du village de Kabushungu satisfait de la visite de réconfort de Bintou Keita à Kalehe. « Avec cette descente de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies, nous avons l'espoir que demain ou après-demain, elle va faire le plaidoyer auprès de notre gouvernement et d'autres partenaires pour que, des choses changent, afin que la population sinistrée trouve le lieu où elle sera délocalisée », a déclaré le chef du village de Kabushungu. Il n'y a pas d'endroits où dormir et pas de nourriture pour les populations. Le 4 mai, des pluies diluviennes ont causé la mort de plus de 450 personnes et 6255 autres portées disparues, selon les autorités.

Tshopo : controverse autour de l'exploitation minière à Banalia. Deux structures citoyennes du territoire de Banalia, ne partagent pas la même vision par rapport à l'exploitation au travail de l'entreprise minière « Libela » dans la localité Popoyi. Depuis cinq ans, l'entreprise minière Libela exploite de manière illicite et détruit l'environnement a déclaré le président l'Association pour le développement de Banalia (Adeban) : « Libela travaille sans avoir un permis d'exploitation seulement avec un permis de recherche ». Pour le président de la société civile, Forces vives de Banalia, Adeban n'a pas été mandaté par la base. Elle doit laisser Libela exercer ses activités. En dépit de cette contradiction, les deux structures recommandent tout de même la descente du ministre provincial des Mines sur le terrain afin de tirer les choses au clair.

Bintou Keita : « La bonne tenue des élections favoriserait l'accélération du processus du désengagement de la Monusco de la RDC » A cette occasion Bintou Keita a appelé les uns et les autres à la retenue et à bannir les discours de haine. Pour ce qui est de l'organisation des élections dans les zones encore sous occupation du M23, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pense qu'il serait souhaitable, soit d'envisager un couloir sécurisé afin de permettre à la population de cette partie du pays de participer aux élections, soit de postposer ces scrutins.

Kinshasa : des agents de l'Inspection générale du travail appellent le nouvel Inspecteur général à œuvrer pour l'amélioration de ce service. L'arrivée de ce nouvel inspecteur général suscite beaucoup d'espoir, affirment certains agents de cette administration. « C'est un fils de la maison, nous le soutenons. Nous osons croire que l'inspection va bien fonctionner ». La plupart des agents présents espèrent que la nomination du nouvel inspecteur général du travail apportera un grand changement dans cette structure.

Nord-Kivu : plus de 1000 vaches abattues ou pillées par des groupes armés en mai à Rutshuru et Masisi (ACOGENOKI). L'Association des éleveurs du Nord-Kivu, parle même de plus de cinquante mille têtes des bovins décimées ces deux dernières années dans ces deux territoires. Elle attribue l'attaque du 2 mai sur les éleveurs et leurs vaches vers Kalengera (Rutshuru) aux rebelles rwandais des FDLR.

Lubumbashi : la Commission justice et paix de l'église catholique dénonce la résurgence de la criminalité dans la ville, depuis le mois de janvier dernier. La directrice de cette Commission Justice et paix, sœur

Adolphine Lugamba, a cité, entre autres, les cas de corps sans vie ramassés ici et là ; l'enlèvement récemment, d'une religieuse de la congrégation des Sœurs du cœur immaculé de Marie de Kongolo, par des inconnus avant d'être relâchée. Pour mettre fin à ce phénomène, elle recommande notamment les recommandations suivantes : « aux autorités judiciaires de lutter contre la criminalité et les violations de droits de l'homme en accomplissant leur travail avec responsabilité et éthique ; à la société civile à se mobiliser pour la sécurité commune et l'intérêt collectif ».

Nord-Kivu : « La population attend des FARDC et des forces de la Monusco le rétablissement total de la paix » (société civile). « Tout ce que la Monusco a fait, la population dit que c'était beaucoup mais ce n'était pas suffisant ». Une soixantaine d'invités ont pris part à cette journée "Portes ouvertes" qui s'inscrit dans la stratégie globale de reconstruction de la confiance, face au sentiment anti-Monusco.

Le nouveau commandant de la force de l'EAC a pris ses fonctions. Dans son allocution aux officiers de l'EACRF, cet officier militaire a noté que cette force a franchi des étapes importantes depuis le déploiement en novembre 2022, notamment en assurant le retrait du M23 des espaces précédemment occupés et d'autres tâches telles que la protection des civils et le soutien humanitaire dans les zones d'opération des contingents. Le général de division Aphaxard Muthuri Kiugu a également encouragé les commandants des contingents à partager leurs expériences pour le bénéfice et le succès de la force régionale.

Le ministre Busa dément entretenir une milice à Kinshasa. Ministre d'Etat au Commerce extérieur l'a dit dans un communiqué publié quelques jours après des accrochages entre des jeunes des Forces du progrès de l'UDPS et ceux du parti politique Courant des démocrates renovateurs. Il précise que sa lutte politique à travers son parti politique a toujours été non violente. Il a également ajouté que les faits réunis à ce jour-là, attestent qu'il s'est agi d'une dispute affective mal gérée aux conséquences malheureuses. Dans ce communiqué, il souligne qu'il n'a jamais été associé à aucun mouvement insurrectionnel depuis qu'il est engagé dans la vie politique.

Inondations de Kalehe : « Le plus grand défi reste la prise en charge psychosociale des rescapés » (Dr Chirhalwirwa). Le médecin chef de zone de santé de santé, a estimé « le seul aspect sur lequel il faut insister, c'est l'aspect de la prise en charge psychosociale, parce qu'aujourd'hui, nous avons cette crise, et demain cette crise va peut-être passer mais on se demande comment gérer toutes ces personnes-là qui ont été traumatisées psychologiquement ? ». Pour lui le défi de la prise en charge psychosociale reste majeur. Il s'est réjoui que les organisations humanitaires affluent à Kalehe pour tenter d'apporter un appui aux personnes sinistrées.

Nord-Kivu : activité du volcan Nyamulagira, la population pas en danger, assure l'OVG. Le directeur général de l'Observatoire volcanologique de Goma, a précisé qu'il y a une coulée de lave dans la partie Nord-Ouest du cratère de Nyiragongo. « La topographie de ce côté du cratère est une large pente et la partie Nord-Ouest du volcan Nyamulagira est occupée par le parc national des Virunga. Dans ces conditions, si l'activité actuelle au Nyamulagira conduit à une éruption sur le flanc, la lave s'orienterait dans le parc national des Virunga ».

Tanganyika : 5 morts dans l'attaque d'une milice Twa à Kikonde, et quatre autres ont été blessées à coup des flèches. Cette milice Twa a tenté une première attaque ayant été repoussée par les habitants du village Kikonde dans l'avant midi de ce jeudi. Cependant, cette milice a lancé une seconde attaque surprise dans l'après-midi du même jeudi. La milice Twa aurait aussi pillé quelques biens de la population du village Kikonde. Dans la soirée de ce jeudi, les autorités militaires et coutumières de Tembwe sont intervenues pour mettre fin à ces hostilités.

Samedi 20 mai.

Deux marches prévues dans les rues de Kinshasa ce samedi. Des formations politiques de l'opposition et du pouvoir ont respectivement appelé leurs militants à marcher ce samedi 20 mai dans les rues de la capitale congolaise. Ces deux manifestations ont été approuvées par le gouverneur de la ville-province de Kinshasa. Le ministre provincial de l'intérieur de Kinshasa, a exhorté chacun des leaders politiques à encadrer ses militants, afin de préserver l'ordre public. « L'autorité urbaine a rappelé qu'en cas de trouble à l'ordre public, en cas de vandalisme, en cas d'atteinte tant physique, que toute perturbation de la quiétude des Kinois et Kinois, la responsabilité pénale et civile des organisateurs serait engagée », a averti le ministre provincial de l'intérieur. **La police disperse la marche de l'opposition à Kinshasa.** Des militants de l'opposition, qui se rassemblaient à Super Lemba, ont été dispersés par la police à coups de gaz lacrymogènes. La police les accuse de non-respect de l'itinéraire leur recommandé par le gouverneur de la ville. Cette marche a été initiée par quatre partis de l'opposition pour protester contre la vie chère, l'insécurité généralisée en RDC et l'opacité dans les préparatifs

des élections. Plusieurs militants ont été interpellés, l'opposition signale des blessés graves. Le gouverneur avait également autorisé la tenue de manifestations de la majorité au pouvoir. Celle-ci devrait débiter leur manifestation au Rond-point Ngaba pour chuter devant l'église Saint-Raphaël, dans la commune de Limete. **L'opposition dénonce « la barbarie des forces de l'ordre » lors de la marche de ce samedi.** Ils ont fustigé l'utilisation, selon eux, des balles réelles dans l'objectif de les éliminer physiquement. Les opposants affirment qu'ils vont maintenir la pression sur le pouvoir en place. Ils annoncent l'organisation d'un sit-in devant le bureau de la Ceni. L'exécutif provincial de la Ville de Kinshasa dit avoir « amèrement constaté une violation flagrante des orientations données à l'issue de la réunion d'harmonisation tenue entre l'Hôtel de ville de Kinshasa et les secrétaires généraux mandatés en date du 18 mai 2023 et ce, en vue de préserver l'ordre public ». **L'Hôtel de ville va déposer une plainte à charge des organisateurs de la marche de ce samedi à Kinshasa.** Tout en condamnant quelques dérapages commis par certains policiers, « il sied de noter que la Police nationale s'est déployée pour préserver la paix et l'ordre public dans la capitale. Face au non-respect de l'itinéraire librement choisi à travers leur correspondance et considérant les actes délictueux commis par les militants mobilisés, une plainte sera déposée dès ce 22 mai 2023 à charge des organisateurs pour faire valoir ce que de droit ». Plusieurs actes de vandalisme des services publics, notamment des commissariats de Police et bureaux de quartiers ont été posés dans la commune de Ngaba par des militants. **Kinshasa : 3 policiers aux arrêts pour avoir violenté un mineur lors de la marche de l'opposition de ce samedi.** Le chef de la police, ville de Kinshasa, qualifie d'acte ignoble la vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux montrant un mineur, sans défense, violenté par les éléments de la police. De son côté, le ministre des Droits humains, condamne tous les actes de violence enregistrés au cours de cette manifestation. Dans un communiqué publié ce samedi 20 mai, il demande l'ouverture d'une enquête pour déterminer les responsabilités.

Fin de journées ville morte à Beni, mais "les actions continuent" (Société civile). La cinquième et dernière journée ville morte, décrétée par la société civile pour décrier l'insécurité grandissante dans la ville de Beni (Nord-Kivu), est intervenue vendredi soir 19 mai. "Les actions continuent et seront définies dans la réunion d'évaluation de la société civile et le conseil urbain de la jeunesse, et même toutes les couches de la population », a prévenu le président de la société civile dans la ville de Beni. Il a souhaité que toute la population, dans les trente quartiers de Beni, se reconstitue en groupes de vigilance pour appuyer les services de sécurité dans la ville.

La crise sécuritaire dans l'Est de Kinshasa paralyse les activités des fermiers, qui ont investi à Maluku, au plateau de Bateke et les villages environnants. Les fermiers avaient l'habitude de se rendre chaque semaine sur leurs sites, d'y passer même des jours pour suivre leurs activités. Leurs produits approvisionnaient aussi la ville de Kinshasa. Mais, ils sont nombreux à ne plus y accéder à la suite à l'insécurité, occasionnée notamment par l'activisme de la milice Mobondo. Du coup, le suivi est compliqué et les pertes s'accumulent. **Kwango : au moins 5 morts lors d'une attaque de la milice Mobondo au village Tadita.** Toutes les maisons ont été incendiées par ces miliciens. Le gouvernement provincial du Kwango ainsi que la société civile, indiquent que la présence de ces assaillants est visible notamment dans le village Pont Kwango sur la RN1. Et les habitants sont en débandade, chacun ayant pris sa direction. La situation est sous contrôle des forces armées qui sont venues prêter mains fortes, en dépit de « la présence de quelques miliciens Mobondo, qui s'organisent et se constituent çà et là ». Le gouvernement provincial plaide pour la tenue d'une conférence de paix, réunissant les Teke et les Yaka.

Ituri : 13 morts après attaques des ADF dans plusieurs villages d'Irumu. Trois attaques successives des rebelles ADF contre des populations civiles, dont la plupart sont des agriculteurs, ont été signalées dans la nuit de jeudi à vendredi dans plusieurs entités de la chefferie de Walese Vonkutu à l'ouest de la RN4. Les rebelles ont surpris les habitants dans leur sommeil, en tirant plusieurs coups de feu. Plusieurs biens, dont des marchandises et une moto, ont été incendiés. Ce bilan pourrait être revu à la hausse, car plusieurs habitants sont toujours en fuite.

Félix Tshisekedi annonce des discussions sur la révision du contrat RDC-Chine. Le Chef de l'État a informé le gouvernement que les membres de son cabinet, ceux du gouvernement, et ceux de la société civile mandatés pour travailler sur les points spécifiques devant faire l'objet des discussions avec la partie chinoise pour rééquilibrer cet accord, ont déposé leurs conclusions.

Kasaï-Oriental : l'UDPS divisée depuis la découverte par l'IGF des comptes non déclarés par le gouverneur. Les membres de la fédération de l'Union pour la démocratie et le progrès social ont dressé un bilan sombre de la gestion de la province depuis l'avènement du gouverneur de province Patrick Mathias Kabeya. La fédération de l'UDPS dénonce également « l'instrumentalisation de quelques membres du parti par le gouverneur de province pour démontrer le soutien du parti UDPS à son égard ».

Beni : les ADF tuent 16 civils dans la chefferie de Bashu. Ces ADF, plus d'une dizaine, se sont fait passer pour des militaires venus pour sécuriser les habitants qui assistaient à un deuil dans ce village. « Il est visible que les ADF ont changé de mode opératoire pour endeuiller encore les population », pense Emile Balikwisha, élu du territoire de Beni qui livre la nouvelle. Raison pour laquelle les forces de sécurité devraient s'adapter à cette nouvelle stratégie de l'ennemi pour sécuriser la population, recommande Emile Balikwisha.

Dimanche 21 mai.

Nord-Kivu : la 34e région militaire lance la campagne de participation à la sécurité de Goma. Selon le porte-parole de l'armée au Nord-Kivu, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la coopération civilo-militaire contre l'insécurité grandissante dans le chef-lieu du Nord-Kivu, où, selon lui, rodent les rebelles du M23 et différents groupes armés. Des « Task Force » ou groupes de travail réunissant les civils et les militaires sont déployés dans tous les 18 quartiers de la ville de Goma. L'objectif est d'impliquer la population à sa sécurisation. « Et d'ailleurs, les résultats de cette task force, commencent déjà à se faire voir. Ça fait déjà plusieurs jours qu'à Katoyi il n'y a plus de tirs de balles, on n'enregistre plus de morts ».

Le Proved du Maniema 1 appelle les enseignants à ne pas grever ce lundi. Le directeur de la province éducationnelle Maniema 1, a lancé cette invitation lors d'un échange avec les syndicalistes, le comité des parents et autres cadres éducatifs. A cette occasion, il a redouté que ce mouvement de grève puisse perturber le calendrier scolaire. Le secrétaire provincial-adjoint du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO) au Maniema, entend d'échanger, ce dimanche, sur le mot d'ordre de l'Intersyndicale au niveau national.

Kasaï-Oriental : hausse de prix de pain à Mbuji-Mayi. Le prix de pain est passé, en deux semaines, de 500 à 800 FC, soit une hausse de 60%. Les responsables des boulangeries justifient cette augmentation par le manque d'énergie électrique et les difficultés d'acheminement des farines de blé à Mbuji-Mayi par les trains de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC).

Nagui Kayembe appelle à la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes Le secrétaire national en charge de la jeunesse au sein parti Action des patriotes pour l'émergence du Congo (APEC), est d'avis qu'avec la création d'emplois, l'Etat pourra même récupérer les kuluna : « les jeunes kuluna n'ont pas choisi ce qu'ils font. Ils ont besoin d'apprendre mais ils se disent découragés de voir leurs aînés manquer du travail après avoir étudié. Pourquoi ne pas créer des opportunités pour ces jeunes de 16 à 25 ans. Il faut occuper ces jeunes, en créant des structures qui peuvent les aider à avoir un travail afin de les rendre utiles à la société. C'est important qu'il y ait des structures qui recrutent des étudiants et les envoient dans des entreprises qui les engagent. C'est avantageux pour ces entreprises et pour ces jeunes. Une façon de les aider à s'épanouir » n mars dernier, son ASBL « Les amis de Nagui » avait remis des matériels aratoires et semences agricoles à plus de 300 femmes maraichères de Kinshasa.

Inondations de Kalehe : 9 341 élèves privés de cours à Bushushu et Nyamukubi, à la suite des inondations ayant touché leurs écoles à Bushushu et Nyamukubi, territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Selon des sources sur place, environ 1 012 élèves ont timidement repris sur 14 écoles touchées par cette catastrophe naturelle. Les mêmes sources rapportent qu'un élève sur 10 est soit décédé, soit disparu. Du côté infrastructures scolaires, 7 écoles ont été complètement détruites et 7 autres l'ont été partiellement.

Marche de l'opposition : Denis Mukwege appelle à des poursuites contre les auteurs des cas de répressions. Denis Mukwege s'est également dit choqué par les violences policières, y compris sur des enfants sans défense, et le climat de répression au cours de cette manifestation pourtant pacifique. Il est d'avis que l'Etat qui dénie à ses citoyens leurs libertés fondamentales à la veille d'élections générales risque une dérive dictatoriale. L'ASBL Justicia, basée à Lubumbashi, a considéré que l'utilisation des armes létales contre ces manifestants constitue un recul inacceptable de la démocratie et de l'état de droit, prôné par le président de la République Félix Tshisekedi. L'ONG ACAJ, elle, a demandé aux autorités politico-administratives de ne plus autoriser l'organisation simultanée de plusieurs manifestations et/ou réunions politiques publiques dans une même ville.

Kinshasa : début de la campagne « Initiative 75 » sur le droit de l'homme. Ce projet vise entre autres, à sensibiliser sur le bien-fondé des droits de l'homme en RDC. Pour le coordonnateur du bureau du terrain du BCNUDI/Kinshasa, cette campagne annuelle entend mettre à l'honneur la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a expliqué que cette activité sera axée sur l'universalité, l'indivisibilité de droit de l'homme, l'état de lieu et le bilan de la situation de droit de l'homme en RDC et le renforcement de l'écosystème de droit de l'homme.

Lancement des activités pour débarrasser Lubumbashi de 2500 enfants en rupture familiale. Selon le représentant de la cheffe de bureau de l'Unicef à Lubumbashi, ces enfants rencontrent des difficultés pour accéder aux services sociaux de base dont les soins de santé, l'accompagnement psycho social, judiciaire, à l'éducation, à l'alimentation et autres. Ils vivent dans la rue, travaillent dans les mines artisanales. Parmi eux, on compte également des filles mères et des victimes de violences sexuelles et celles basées sur le genre. « La place des enfants n'est pas dans la rue mais en famille et à l'école » a martelé Atsou Faye Sow. Pour la maire-adjointe de Lubumbashi, plus de 2 500 enfants ont été enregistrés dans les rues de Lubumbashi. Pour elle, la rue n'a jamais eu d'enfants. Ils y sont à la suite des problèmes d'abus, d'exploitation voire de maltraitance dont ils sont victimes en famille. La mairie a prévu des activités d'accompagnement en faveur de ces enfants dont le placement social, la recherche et la réinsertion familiale ainsi qu'un appui à la réinsertion sociale et socio professionnelle.

Bunia : environ 500 élèves sensibilisés contre les abus et exploitations sexuelles. A l'initiative de la section conduite et discipline de la Monusco, cette session a permis aux participants de comprendre la marche à suivre en cas d'abus commis par un agent de la mission onusienne. La responsable de l'ONG Promotion de la femme pour la reconstruction de l'Ituri, leur demande de ne pas accepter une quelconque offre de la part des agents de l'ONU ou des humanitaires en échange avec le sexe. Au cours de cette formation, un numéro vert a été distribué à tous les participants pour dénoncer les cas d'abus sexuels commis par des agents de la mission onusienne.

Nord Kivu : persistance de la présence des rebelles ADF dans la vallée de Mughalika. Le commandant des opérations Sokola 1, a affirmé, avoir constaté la persistance des ADF dans la vallée de Mughalika (Nord-Kivu) Il a regretté que ces rebelles aient bénéficié du soutien de certains Congolais de cette contrée qui se réclament être des Wazalendo. De son côté, le porte-parole de l'armée dans cette région, a lancé une mise en garde contre les complices de ces malfrats comme c'est le cas dans la cité lacustre de Kyavinyonge.

Reprise du trafic sur l'axe Mbuji-Mayi-Kananga, une semaine après les travaux de remblayage d'une érosion. Ce trou béant avait coupé en deux cette route, à plus ou moins 20 km de la ville de Mbuji-Mayi

Goma : controverse autour la cession de la concession « Foyer social » à la Fondation Mama Mobutu. Les avis sont partagés, depuis quelques jours à Goma, après que le gouverneur du Nord-Kivu a cédé la concession « Foyer social » à la Fondation maman Mobutu, située dans le quartier Murara. Dans une déclaration, l'Association des Volontaires du Congo (ASVOCO) accuse l'autorité provinciale de tentative de spoliation de ce site du ministère des Affaires sociales. « C'est du banditisme. Toutes les maisons de l'Etat sont vendues de cette manière»

Le 15 mai courant, sur ordre d'un huissier judiciaire, brandissant le jugement de la justice, les murs et portes d'une école et certains bureaux du centre Foyer Social ont été démolis, pour contraindre le déguerpissement du ministère des Affaires sociale de cette concession située au quartier Murara.

Tshopo : l'Intersyndicale de l'EPST suspend la grève annoncée pour ce lundi. « Conformément au mot d'ordre lancé par l'Intersyndicale nationale demandant à tous les enseignants de ne pas travailler le 22 et étant donné que la intersyndicale venait de nous communiquer par audio que le gouvernement a accepté de payer les engagements pris à Mbwela Loges à travers une paie complémentaire ce lundi, c'est ainsi que nous Intersyndicale, avons également demandé aux enseignants de continuer avec les cours le lundi parce que l'Intersyndical national nous donne la précision que le gouvernement a accepté de payer dès ce lundi».

Pour l'Assemblée épiscopale provinciale de Kinshasa, « des mains invisibles sanguinaires se cachent derrière le conflit de Kwamouth ». Dans un message intitulé « Retirez vos mains sanguinaires de nos provinces », les évêques exhortent ceux qui ont les responsabilités au niveau de l'Etat à prendre les choses en mains pour ne pas laisser mourir impunément les personnes innocentes. Ils plaident pour un dialogue et une réconciliation entre différentes tribus et ethnies en conflits. Les prélats catholiques font aussi des recommandations aux dirigeants politiques : « Agissez en responsables pour protéger notre peuple. Cessez de manipuler et d'instrumentaliser un peuple déjà meurtri par la souffrance, la misère, les deuils récurrents ».

Nord-Kivu : 2491 ménages des déplacés sont sans assistance à Bweremana. Selon les sources de la société civile locale, depuis l'arrivée de ces personnes qui ont fui l'avancée des rebelles dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, elles n'ont jamais reçu de l'assistance. Les autorités locales et la société civile redoutent les risques d'aggravation de la situation humanitaire dans ces sites d'hébergement. Elles sollicitent l'intervention du gouvernement et de ses différents partenaires, en faveur de ces populations démunies.

Lundi 22 mai.

Beni : 87 600 enfants attendus pour la vaccination contre la rougeole. « Un seul enfant non vacciné contre la rougeole constitue un danger pour sa famille voire même pour la communauté tout entière », a fait remarquer le médecin chef de zone de santé de Beni. Il signale que la rougeole sévit dans la région. Au moins 87 578 enfants, dont l'âge varie entre 6 et 59 mois, devront être vaccinés pendant 7 jours à des sites fixes. Si besoin, les équipes de vaccination pourront aller vers les enfants se trouvant dans milieux les plus reculés des sites présélectionnés.

Beni : des jeunes en dialogue pour prévenir les violences électorales. Les jeunes, les membres des partis politiques et différentes représentations de la société civiles de Beni ont échangé, sur les voies et moyens de «prévenir les violences en période électorale dans l'Est de la RDC ». Les participants ont recommandé aux partis politiques d'être suffisamment informés sur la culture électorale et d'envoyer surtout des témoins et observateurs bien qualifiés pour leur apporter des rapports crédibles. A la société civile, ils demandé de bien canaliser les revendications des uns et des autres pour qu'elles trouvent gain de cause. A la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de garder son caractère indépendant. Seule l'information sur le processus électorale pourra permettre un bon climat dans les prochains jours, a déclaré l'un de participants.

Uvira : le bloc de l'opposition dénonce l'insécurité grandissante. « Dans la plaine de la Ruzizi ici, nous connaissons les kidnappings et autres cas d'insécurité. Ce qui se passe dans les hauts et moyens plateaux justifie exactement la complicité du pouvoir en place dans cette situation ». Il propose une stratégie simple: « Avoir des hommes forts, qui rassurent à côté du peuple. Nous voulons aussi compter sur notre propre armée. La RDC ne doit pas compter sur une armée étrangère pour espérer une paix durable ». « C'est à nous maintenant de prendre conscience et de prendre notre destin en main pour que les histoires changent. Nous devons nous décider parce qu'on ne doit pas continuer à être manipulé et à être trompé chaque fois ».

200 cas de choléra enregistrés en une semaine à Bukavu. Plus de deux cents cas de choléra, dont cinq décès, ont été enregistrés en l'espace d'une semaine dans toutes les trois zones de santé urbaines de Bukavu. La Division provinciale de la sante (DPS)/Sud-Kivu appelle la population à observer les règles de salubrité.

Confusion dans les écoles de Bukavu à propos de la grève des enseignants. Dans certaines écoles du secteur catholique de Bukavu, les enseignants sont présents et les cours se donnent normalement. Par contre, les enseignants des écoles publiques n'ont pas encadré les enfants ce lundi. Ils disent attendre la mise en application de la promesse du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) sur leurs revendications salariales. Dans l'ensemble, les enseignants disent être dans la confusion des messages appelant à l'arrêt du travail.

Kwilu : les boubiers bloquent des véhicules sur la route Kikwit-Gungu-Kahemba. Selon le président de la société civile de Gungu, c'est au niveau du pont Kwilu à près de 4 km de l'entrée de la cité de Gungu, que cette route est totalement impraticable. Des boubiers sont parsemés sur les extrémités de ce pont, bloquant ainsi le passage aux véhicules et autres engins roulants. A ce jour, des véhicules transportant du carburant ainsi que des marchandises, en provenance de Kahemba pour Kikwit et vice-versa, sont bloqués à ce niveau.

Marche de l'opposition : la Cenco écœurée par l'usage d'armes blanches, par des manifestants, "au vu et au su de la Police sans être interpellés". « Pire encore, certains éléments de la Police étaient porteurs des mêmes outils de violence qu'ils échangeaient visiblement avec des individus en tenue civile, dont certains portaient le dorsal B.S.U ou Brigade Spéciale de l'UDPS, Force du progrès. Avec une telle complicité affichée publiquement, on se demande si cette Brigade Spéciale n'est pas une milice officiellement entretenue. Le comble de tout c'est la répression ignoble et sauvage que les forces de l'ordre et leur milice complice ont infligée aux manifestants y compris aux mineurs trouvés sur leur chemin. Dans la réalisation de leur œuvre macabre, ils n'ont pas hésité de tirer à balle réelle, visant même le véhicule d'un leader politique », rappelle le communiqué. La Cenco condamne toutes ces monstruosité ainsi que la violence qui s'en est suivie, d'où qu'elle vienne. « La Cenco exhorte le peuple congolais de ne pas céder à la peur face à la barbarie organisée pour l'intimider. Si rien n'est fait pour garantir ses droits fondamentaux, il devra bientôt exercer son pouvoir pour sanctionner tous les incompetents ». **Marche de l'opposition à Kinshasa : les États-Unis préoccupés par l'usage disproportionné de la force par les agents de sécurité.** « L'engagement des États-Unis en faveur du droit de se réunir, de la liberté d'expression et de la liberté de la presse est inébranlable ; ces droits sont le fondement d'une démocratie saine. Nous soutenons le droit du peuple congolais à manifester pacifiquement pour exprimer ses préoccupations et ses aspirations. Nous soulignons l'importance d'exercer ces droits de manière pacifique », indique le communiqué. Le communiqué salue l'engagement rapide du gouvernement de la RDC à identifier et à détenir les agents de sécurité responsables d'un usage disproportionné de la force.

Durba, une vallée aurifère enclavée dans le Nord-Est de la RDC. Longue de 140 Km, la route Durba-Aru en terre battue a été aménagée par Kibali Gold, à la grande satisfaction des habitants. « Vraiment, c'était grave pour arriver à Aru. Il fallait compter trois semaines à un mois, car la route était vraiment mauvaise. Mais, dès que Kibali est arrivé, on fait seulement 3 à 4 heures du temps pour arriver à Aru », se réjouit un habitant. De 30.000 personnes en 2009, la population de Durba est estimée aujourd'hui à environ 400.000 habitants. Ce boom démographique est porté par l'installation de Kibali Gold, qui exploite depuis 2009 les anciennes mines de la Sokimo. Le village de Durba est une vallée du secteur Kibali, surplombée par des collines riches en or. Il fait très chaud à Durba. Le lingala est la langue la plus parlée par une population majoritairement catholique. Seul, le réseau Vodacom est opérationnel. Durba n'est pas desservi en eau par la Regideso. En revanche, une partie du village reçoit de l'électricité fournie par Kibali, qui a construit trois barrages hydroélectriques. Le litre d'essence se négocie entre 3000 et 3500 FC. Mais, le shilling ougandais est facilement accepté par les commerçants locaux.

Audit externe du fichier électoral : plus de 3 300 000 électeurs élagués du fichier. Les cinq experts nationaux et internationaux recrutés par la Ceni ont présenté ce 22 mai à Kinshasa, les conclusions de leur travail d'audit du fichier électoral. Il ressort de ce rapport que sur plus de 47 millions enrôlés bruts, plus de 3 300 000 électeurs ont été élagués du fichier. Ce qui ramène désormais le nombre à 43 955 181 enrôlés. Au nombre de ces personnes élaguées, il y a plus de 2 235 798 doublons et 976 506 mineurs. La mission d'audit externe a également émis quelques recommandations à la Ceni. Elle l'invite entre autres à renforcer sa communication, la confiance du public et surtout de procéder à la formation de son personnel et d'intégrer un dispositif de géolocalisation sur les kits électoraux. Elle a félicité la Ceni qui, selon elle, a réalisé son travail sur base des normes internationales.

Le Président Tshisekedi va effectuer une visite d'Etat en Chine du 24 au 28 mai pour relancer le partenariat RDC-Chine. Si aucune signature de contrats n'est prévue lors de cette visite, des rencontres avec des politiques et entrepreneurs chinois, ainsi qu'un dîner d'Etat sont inscrits au programme. Le Chef de l'Etat se rendra dans trois villes : Beijing, Shanghai et Shenzhen. Des sources proches de la Présidence renseignent que le chef de l'Etat sera accompagné d'une délégation de cinq ministres : celui des Affaires étrangères, des Mines, de la Défense nationale, des Ressources hydrauliques et Électricité et celui de l'Aménagement du territoire.

Mardi 23 mai. 23

Marche de l'opposition à Kinshasa : le gouvernement déplore les actes de violence. Selon le porte-parole du gouvernement il n'y aurait pas eu de violence si les organisateurs avaient respecté l'itinéraire tel que convenu avec les autorités : « La violence n'a pas de place en démocratie. Le gouvernement condamne toute forme de violence observée tant sur les civils que sur les policiers et en appelle à la responsabilité des uns et des autres ». Il accuse les organisateurs d'avoir planifié cette violence. **Le gouvernement, responsable des violences.** En réaction à la déclaration du ministre, le président du parti politique Envol note que « le gouvernement congolais est responsable des violences enregistrées le samedi lors de la manifestation pacifique de l'opposition, en encadrant au vu de tous, les manifestants du parti au pouvoir munis d'armes. Nous avons vu les agents de l'ordre se promener avec des machettes. Exactement les mêmes dont ont été dépositaires les membres de la milice de l'UDPS que l'on appelle 'Force du progrès'. On a vu cette police qui est censée être républicaine encadrer et accompagner ces miliciens de l'UDPS, chose qui est interdite dans notre pays. Vous savez que le fait de monter une milice et de l'encadrer ainsi par le pouvoir public, par un groupe quelconque, est constitutif des crimes de haute trahison. De l'autre côté, nous avons une répression menée de manière systématique par les forces de l'ordre réquisitionnées sous l'autorité de la ville de Kinshasa, c'est-à-dire de l'autorité urbaine. Tous ces faits appellent donc la responsabilité de la part du gouvernement ». **Marche de l'opposition à Kinshasa : la Monusco condamne l'usage disproportionné de la force.** La Monusco invite les autorités à « respecter strictement les principes sur l'usage de la force dans le cadre du maintien de l'ordre et à respecter le droit à la liberté de réunion et de manifestation pacifique » et appelle l'ouverture d'une enquête et **à traduire les responsables devant la justice.** **L'UE pour le respect des libertés publiques.** « L'UE espère que l'enquête indépendante de la justice, demandée par le ministre des Droits humains de la RDC, permettra de faire la lumière sur les circonstances et d'établir les responsabilités sur les violations constatées ». L'Union Européenne rappelle que le respect des libertés publiques, y inclus la liberté de réunion et d'association, est essentiel et constitue un élément déterminant du déroulement d'un scrutin apaisé.

Kinshasa : arrestation du député provincial Mike Mukabayi. Le ministère public lui reproche les propos tenus lors de son passage sur le plateau de l'émission "Libre débat" de la chaîne de télévision CML13. Des sources judiciaires renseignent que le député, Daniel Safu, accusé de mêmes faits, est présentement en fuite. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) impose un embargo aux deux élus ainsi qu'à

la chaîne de télévision CML13 : "Suspension et privation de passage dans les médias émettant en RDC pour une durée de 90 jours à l'encontre des deux députés et suspension, pour une durée de 45 jours, de la chaîne CML13 TV ».

Kinshasa : la cheffe de la Monusco lance un appel de solidarité en faveur des sinistrés de Kalehe. « Les fortes pluies du 4 mai dernier ont occasionnées à Kalehe, au Sud-Kivu, de fortes coulées de boue qui ont emportées une grande partie des villages Bushushu et Nyamukubi. La famille des Nations unies et les partenaires humanitaires sont mobilisés pour appuyer les efforts des autorités nationales et provinciales pour porter secours aux victimes et surtout éviter qu'un drame sanitaire ne s'ajoute à cette tragédie. J'appelle la communauté internationale, les bailleurs de fonds, les amis de la RDC et toutes les bonnes volontés, à mobiliser les fonds nécessaires pour cette urgence humanitaire ». Le bilan officiel des inondations à Kalehe survenu dans le 4 mai dans les villages de Bushushu et Nyamukubi est de 438 morts, plus de 5000 disparus et des milliers de sinistrés.

Bunia : les travailleurs de l'ex-Fonds social réclament leur prime. Plus d'un millier d'ouvriers, recrutés par le Fonds social de la République dans le cadre du projet de réhabilitation des artères de la ville de Bunia (Ituri), ont marché le samedi dernier pour réclamer le paiement de leur prime de 60 USD pour les 20 jours prestés. Ils s'insurgent aussi contre la suspension brutale des activités du Fonds social de la République. Cette suspension a privé, selon eux, de nombreuses familles des moyens de subsistance et de prise en charge de la scolarité de leurs enfants. Une réunion d'urgence, tenue par les deux parties le 22 mai à Bunia, s'est terminée sans un compromis. D'autres sources locales déplorent l'arrêt des travaux de construction des infrastructures scolaires et sanitaires qui étaient financés par le Fonds social de la République.

Nord-Kivu : l'ONG ACEDH exige plus de protection du parc des Viringa et ses agents, après le meurtre de 4 écogardes. Le secrétaire de l'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les droits humains (ACEDH), réagissait ainsi à la dernière attaque armée, qui a coûté la vie à 4 écogardes de l'Institut congolais de la conservation de la nature (ICCN) et en a blessé d'autres le 18 mai à Kivandya dans le territoire de Lubero. Cet incident vient rallonger la liste des menaces sur les défenseurs environnementaux et fonciers depuis le début de cette année au Nord-Kivu. L'ACEDH a notifié au moins 21 incidents différents de violations des droits des défenseurs locaux durant les trois derniers mois, notamment des meurtres et arrestations arbitraires des défenseurs du droit foncier.

Maniema : un conflit foncier empêche les élèves d'étudier à Kibombo (Société civile). Les enfants des villages Osangu et Okasa, dans le territoire de Kibombo (Maniema) ne vont plus à l'école à cause d'un conflit foncier opposant les habitants de ces deux villages. Le président de la société civile de Kibombo, déplore cette situation et invite donc les autorités sanitaires et celles de l'EPST à trouver une solution idoine qui satisfasse tout le monde. La semaine passée, un affrontement entre ces deux villages avait causé la mort de deux personnes.

Développement de 145 territoires/Tanganyika : la population de Kabimba se plaint de la lenteur des travaux. « Nous n'avons pas encore vu des engins qui doivent amener du sable et d'autres matériaux de construction. Ils ont aussi promis d'amener des engins pour arranger le terrain. Mais, il n'y a pas d'engins. Ce sont les agents qui creusent la terre et cette terre de Kabimba est dure ». En réaction, le coordonnateur provincial du programme de développement local de 145 territoires, indique que les travaux d'un bâtiment administratif et d'une école à Kabimba se poursuivent normalement. Il souligne que les travaux consistent au nivellement des terrains. Il annonce cependant que l'entreprise chargée d'exécuter les travaux, connaît des difficultés liées aux érosions, des inondations et à la présence de beaucoup de collines. Ainsi, l'entreprise est obligée de préparer le terrain.

Les enjeux de la visite officielle de Félix Tshisekedi en Chine. Cette première visite du président Tshisekedi dans le pays vise à relancer, sur de nouvelles bases, le partenariat Chine-RDC. Le gouvernement congolais a manifesté sa volonté de rééquilibrer le « contrat chinois » ; signé en 2008 par Kinshasa et un groupe d'entreprises chinoises, ayant abouti à la création de la SICOMINES. La RDC devait mettre à disposition ses ressources naturelles, contre la construction des infrastructures. Quinze ans après, des enquêtes de l'Inspection générale des finances (IGF) ont révélé que, ce contrat était déséquilibré et ne profitait pas aux Congolais. Lors du dernier conseil des ministres, le président de la République a donc dit vouloir voir ce contrat réajusté. Ce que pourrait justifier la présence, dans l'équipe qui l'accompagne en Chine, de la ministre des Mines Antoinette Nsamba Kalambay.

Tanganyika : la SNCC promet d'évacuer plusieurs marchandises bloquées dans certaines gares à travers le pays. La SNCC fait face à des pannes de locomotives, expliquant ainsi la réduction des tractions de wagons sur le réseau. Les wagons des marchandises traînent dans différentes gares depuis plusieurs mois : 24 à Kongolo,

12 à Samba et 9 à Lubunda. Les wagons bloqués à Lubunda par exemple contiennent essentiellement du sel, du ciment et des produits divers, tous à destination de Kindu. Une locomotive a quitté Kabalo pour Kindu en passant par Kongolo. Elle va donc tracter les wagons des marchandises. Deux autres locomotives pourraient quitter Kamina, dans la province du Haut-Lomami d'ici quelques jours pour effectuer la même mission.

Kasaï-Oriental : baisse du prix du ciment gris à Mbuji-Mayi. Le prix du sac de ciment gris à Mbuji-Mayi se vend actuellement à 35 USD, alors qu'il revenait il y a une semaine à 45 USD. Le directeur provincial de Fédération des entreprises du Congo (FEC), parle de l'arrivée de 4 barges contenant du ciment au port Ndomba, importés par de certains opérateurs économiques de Mbuji-Mayi. Plusieurs dépôts de ciment qui étaient fermés sur la ville ont rouverts. Pour la FEC, cette baisse risque de se poursuivre avec l'arrivée à Mbuji-Mayi d'autres marchandises en provenance de Lubumbashi par camion pendant cette saison sèche.

Sud-Kivu : une équipe des psychologues détraumatise les sinistrés des inondations de Kalehe. A ce jour, 708 personnes ont été soumises au "débriefing émotionnel" à Bushushu, 500 à Nyamukubi et 280 déplacées dans des familles d'accueil à Kalehe-Centre. L'animatrice au centre Olame de Bukavu, explique : « Après ces catastrophes, des personnes ont perdu des membres de leurs familles. Elles ont perdu leurs biens. Nous avons trouvé plusieurs assistances qui venaient pour aider ces gens. Mais la prise en charge psycho-sociale n'était pas encore prise en compte. Nous avons trouvé que les gens avaient besoin d'un accompagnement psychologique. Nous voulons les rendre encore confiants afin qu'ils puissent se relever parce que, bien qu'ils soient sinistrés, la vie doit continuer ». Partout où le debriefing a eu lieu, on y a placé des points focaux, choisis dans la communauté. Ils ont été formés par les psychologues pour assurer le suivi de détraumatisation, sous contrôle du centre Olame.

Haut-Uele : l'exploitation minière de Kibali Gold contribue à la pacification de la région de Durba. A Durba, dans la province du Haut-Uele, Kibali Gold, entreprise du Canadien Barrick, en partenariat avec le Sudafricain Anglo Gold et la société de l'Etat congolais SOKIMO, a totalisé 4,4 milliards de dollars d'investissements en RDC depuis 2009. Dans le cadre de sa responsabilité sociétale, la multinationale a notamment construit des écoles et réhabilité des centres de santé. Au-delà du dynamisme économique apporté, dans le territoire de Watsa, beaucoup d'habitants sont unanimes sur le fait que l'arrivée de Kibali et donc la relance de l'industrie minière a contribué à pacifier la région. En termes de production industrielle, Kibali Gold produit plus ou moins 22 tonnes d'or par an. Plus ou moins, 6000 agents et contractants travaillent chez Kibali Gold.

Moïse Katumbi empêché de se rendre au Kongo-Central. Le leader d'Ensemble pour la République est frappé par la décision du gouverneur de province lui demandant de décaler de 48 h sa tournée dans cette province et ensuite, de la limiter en une seule journée et à un lieu déterminé. Dans cette lettre, le chef de l'exécutif provincial du Kongo-Central motive sa décision par la situation sécuritaire très volatile dans la province ces dernières semaines, notamment « des cas d'infiltration dans le territoire de Madimba des éléments de la milice Mobondo, situation autour de laquelle tous les services de sécurité provinciaux sont mobilisés ». Ce qui n'a pas plu à Moïse Katumbi. Ce dernier a tenu à se rendre au Kongo-Central et a été bloqué par les forces de l'ordre au niveau de Mitendi, à la limite de la ville de Kinshasa et le territoire de Kasangulu.

Mercredi 24 mai.

Félix Tshisekedi « a décidé de relancer formellement la coopération avec la Chine » (Christophe Lutundula). Cette visite est placée sous le signe de la revitalisation des relations entre les deux pays, a indiqué le ministre des Affaires étrangères, qui fait partie de la délégation qui accompagne le chef de l'Etat. Ce voyage d'Etat permettra également aux deux pays de se fixer sur des idées précises des projets à réaliser ensemble, notamment, des investissements dans la chaîne de valorisation des ressources naturelles de manière à équilibrer la balance commerciale. Il sera également question de l'appui à apporter aux Fardc.

Kinshasa : la Haute Cour militaires se penche sur la nationalité du député Mwangachuchu. La Haute Cour militaire a poursuivi le 23 mai l'instruction du procès du député nationale Édouard Mwangachuchu et son complice présumé. Elle s'est focalisée sur la nationalité supposée rwandaise de Mwangachuchu. Ce dernier a, pour sa part, rejeté cette accusation. La Haute Cour militaire a instruit le dossier du policier Mushamaliwa, auditionné sur son parcours dans la police et sa complicité présumée dans ce qui est reproché au député. Ces deux personnalités comparaissent pour participation à un mouvement insurrectionnel, détention illégale d'armes et munitions.

Près de 8000 enfants victimes des conflits armés en RDC. Le groupe "Amis des enfants affectés par les conflits" est composé essentiellement des ambassadeurs accrédités en RDC. L'ambassadeur du Canada en RDC indique «si je me souviens des chiffres qui étaient présentés par l'Unicef, on était autour de 8000 enfants qui sont affectés par les conflits armés. Ce que je voudrais souligner, c'est que ces chiffres, vu de Kinshasa, à 2000 km des conflits, ça peut paraître d'une certaine façon abstraite. Mais, que vous parliez à un seul de ces enfants qui ont été affectés, je vous garantis que quand j'ai entendu son histoire, j'allais vouloir agir aussi ». Il recommande à tous les acteurs sociopolitiques de conjuguer les efforts afin d'améliorer la situation des enfants dans les milieux en conflit armé.

Kinshasa : l'intensification des pluies, l'une des raisons de la catastrophe naturelle à Kalehe. Jean-Pascal Van Ypersele, professeur de climatologie et de sciences du développement durable à l'Université Catholique de Louvain a expliqué le processus naturel qui a conduit en partie aux inondations de Kalehe. « Le réchauffement du climat provoque une évaporation de l'eau à la surface de la terre qui est plus importante. Cette vapeur d'eau qui est présente dans l'atmosphère en plus grande quantité à cause du réchauffement du climat et bien quand elle se condense, quand elle devient la pluie, elle devient une pluie plus abondante puisqu'il y a plus de vapeurs d'eau disponibles pour fournir ces pluies plus intenses qui peuvent provoquer alors les catastrophes que l'on a vues surtout quand elles arrivent sur un terrain qui n'est pas très stable, des constructions qui n'ont pas de fondations assez solides et donc ça provoque alors des glissements de terrain, des inondations qui ont les conséquences catastrophiques » En séjour à Kinshasa, Jean-Pascal Van Ypersele propose de faire les constructions ayant des fondations assez solides et aux endroits propices afin de réduire ce genre de catastrophes.

Kinshasa : un consortium Sud-africain amène des projets en faveur des démobilisés de l'Est de la RDC. Le directeur du consortium Sud-Africain, ACK Civils & Corporate social responsibility, fait savoir « nous avons l'ambition de former des jeunes démobilisés dans des métiers, notamment, dans la briqueterie, la plomberie, la menuiserie, l'électricité, le génie civil, l'hydraulique, la coupe et couture et autres. Mais aussi dans le domaine agricole ». L'objectif est de promouvoir l'investissement, la paix, la sécurité, l'intégration socioéconomique et la reconstruction de la RDC surtout dans les zones de conflits. Il a souligné que des précédents projets de cantonnements des groupes armés ont connu plutôt des résultats mitigés. Et cela, faute d'une prise en charge efficace et d'un encadrement adéquat des éléments démobilisés.

Haut-Uele : modernisation de plusieurs infrastructures sociales à Durba grâce aux activités minières. Cette cité se modernise grâce au bénéfice de la redevance minière versée par l'entreprise Kibali gold mining. Pour ce qui est de la santé, Durba a un hôpital de référence pour la région, d'une capacité de cent-quarante lits. Ce centre offre tous les services de base. Concernant l'éducation, des nouvelles écoles construites soit par Kibali ou les autorités émergent des villages. Les parents paient 5500 FC (2,37 USD) par mois comme frais scolaire.

Ituri : les Fardc et la Monusco renforcent leur collaboration pour neutraliser les groupes armés. Les deux parties ont passé en revue la situation sécuritaire en Ituri où les groupes armés locaux et étrangers dont les ADF sèment la terreur dans plusieurs localités dans les territoires d'Irumu et de Djugu. Au cours de ces échanges, elles ont réitéré leur engagement de conduire conjointement les opérations militaires contre ces forces négatives. Cela en vue d'assurer la protection de la population. La Monusco va également rassurer le renforcement de la capacité opérationnelle des Fardc en prévision de retrait de la mission onusienne.

Bukavu : lancement de la campagne de vaccination contre la rougeole. L'épidémie de rougeole est notifiée dans toutes les trente-quatre zones de santé de la province du Sud-Kivu. C'est ce qui justifie l'organisation de cette campagne qui vise les enfants âgés de 6 à 59 mois.

Processus électoral : Sama Lukonde réaffirme le soutien du gouvernement à la suite des opérations. Le Premier ministre, a rassuré, le 23 mai, le président de la Commission électorale nationale indépendante de l'accompagnement du gouvernement qui s'est engagé à disponibiliser les fonds nécessaires pour la concrétisation du chronogramme du processus électoral. Cette rencontre entre les deux personnalités intervenait juste après la présentation du rapport sur l'audit externe du fichier électoral, désormais déclaré "fiable", par les experts indépendants tant nationaux qu'internationaux et après le dépôt lundi 22 mai dans la soirée, auprès du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et Sécurité de l'avant-projet de loi sur la répartition des sièges. Au cours de cette rencontre, le patron de la Ceni a échangé avec le Chef du gouvernement de la suite des opérations électorales conformément au chronogramme de la Ceni.

Kolwezi : une élève succombe à ses blessures, un mois après l'incendie du Lycée Mwanga. L'équipe des neuro chirurgiens informe du décès de l'élève Kasongo Ngoy Emmanuella, survenu à l'hôpital Gécamines Sud,

après une deuxième intervention de neuro chirurgie. Il reste encore deux élèves qui sont en soins : la première souffre d'une double fracture et elle est bien prise en charge à Kowezi, la deuxième voit son état de santé s'améliorer à Lubumbashi où elle est hospitalisée. Entre temps, l'autorité provinciale s'active pour la réhabilitation de cette école qui est comptée parmi les plus grandes de la ville de Kolwezi. Les activités scolaires, ont déjà repris.

Kinshasa : le gouvernement saisit à nouveau la Cour pénale internationale contre le M23 et les RDF. C'est la ministre congolaise de la Justice, qui a déposé une note de renvoi d'une situation au bureau du Procureur de la CPI à la Haye, l'invitant « à focaliser son attention et à initier le processus d'enquête contre la coalition RDF/M23 dans l'est de la RDC ». Déjà en décembre 2022, lors de la 21^{ème} session de l'assemblée des États parties au Statut de Rome, le gouvernement congolais avait réaffirmé sa coopération avec la Cour et avait invité son procureur Karim Khan à Kinshasa. Sauf imprévu, cette visite est prévue du 28 au 31 mai prochain.

Maniema : plus de 600 maisons endommagées par les pluies diluviennes à Kalima, qui se sont abattues dans la nuit du 20 au 21 mai. Certaines maisons ont perdu la toiture, pour d'autres ce sont les murs qui se sont écroulés. «Il y a aussi 15 bureaux de l'Etat, 7 écoles publiques et toutes les écoles privées qui sont touchés. L'on rapporte 5 blessés parmi la population. Présentement, certaines familles passent la nuit dans des écoles, dans des centres de santé proches de leurs lieux d'habitations. D'autres sont dans des familles d'accueil ».

Kinshasa : poursuivi pour incitation à la haine tribale, Mike Mukebaya transféré à la Prison centrale de Makala. Le ministère public reproche à ce député provincial, les propos tenus lors de son passage sur le plateau de l'émission "Libre débat" de la chaîne de télévision CML13 émettant sur TNT. Des sources judiciaires, renseignent que le député national, Daniel Safu, accusé de mêmes faits, est lui présentement en fuite.

Masisi : déplacement des populations à la suite de nouveaux affrontements entre miliciens. Les groupes Nyatura/FF, Nyatura Abazungu, Nyatura FDDH et les Nyatura Kuboza s'affrontent avec le groupe APCLS de janvier Kalahiri dans plusieurs villages, notamment à Kazinga, Makondero, Kabingu, Katsihiro et Bitoyi. Ces groupes armés se disputeraient le contrôle de certaines entités. Le député provincial Alexis Bahunga, condamne ces hostilités et demande l'implication du gouverneur de province pour faire taire les armes.

Ituri : près de 120 membres de différentes communautés réfléchissent à Mahagi sur la cohabitation pacifique. Ce dialogue a lieu dans le cadre d'un atelier organisé par le consortium Action pour la paix et la concorde (APC) et Inter Peace. Pour l'évêque du diocèse de Mahagi ce dialogue est le fruit d'un long processus des consultations des communautés en conflits afin de mettre fin au cycle de violences en Ituri. Selon lui l'heure n'est plus aux règlements des comptes mais à la contribution pour le retour de la paix.

Maniema : le syndicat des enseignants de Punia rejette le mot d'ordre de grève de l'Intersyndicale nationale, en vue « de privilégier l'intérêt général des élèves ». Il demande par conséquent à l'Etat congolais, leur employeur, de régler la question des enseignants une fois pour toute.

Beni : les élèves de l'école primaire Mbutu étudient sous les arbres depuis 3 jours, après que la toiture de leur école a été emportée par le vent lors d'une pluie torrentielle dimanche 21 mai. Le chef du SECOPE appelle le gouvernement et ses partenaires à venir au secours de ces élèves et sauver leur année scolaire qui touche à sa fin.

Kalemie: 3 morts et plusieurs blessés à la suite des tensions dans les villages du groupement Bondo. Tout est parti d'une bagarre entre un Twa et un Mutu. Le second a surpris le premier en train de voler les épis de maïs dans son champ. Il l'a tabassé. Après avoir pris fuite, "le Twa est allé prendre des renforts et c'est comme ça que plusieurs miliciens de la communauté Twa ont commencé à semer la terreur dans ces villages ". Ces attaques ont provoqué le déplacement massif des villageois.

La milice Mobondo est déjà dans la province du Kongo-Central, selon le ministre de l'Intérieur. Selon le ministre de l'Intérieur, sécurité et décentralisation la milice Mobondo s'attaque à tous les symboles de l'Etat. Ce qui signifie que son objectif est d'affaiblir le pouvoir en place. En ce qui concerne le processus électoral, le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur affirme avoir reçu de la Ceni, le projet de loi sur la répartition des sièges. Le Processus électoral est donc irréversible, estime-t-il.

Kinshasa : l'opposition maintient son sit-in devant le siège de la Ceni malgré le refus du vice-gouverneur. Elle veut protester contre le processus électoral en cours qu'elle juge « chaotique ». Dans une correspondance adressée aux organisateurs de ce sit-in, le vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, n'a pas pris acte de cette

activité. Toutefois, il demande aux organisateurs du sit-in de constituer une délégation ne dépassant pas dix personnes pour exposer au siège de la Ceni les éventuels desideratas et observations relatifs au processus électoral.

Jeudi 25 mai.

Kalehe : appel à la solidarité en faveur de 90 étudiants victimes des inondations. Le président de la jeunesse de la Communauté des Bahavu de Kalehe dit avoir constaté que 13 étudiants sur 97 de Bushushu et Nyamakubi ont perdu leurs parents ; 15 autres ont perdu leurs patrimoines et certains membres de famille tandis que 69 étudiants de Kalehe se trouveraient dans une situation d'atteinte psychologique sérieuse. Il fait remarquer que pour ces jeunes, les études restent l'unique espoir pour leur avenir. Il lance un appel à l'aide en leur faveur.

Haut-Lomami : deux bureaux se disputent la gestion de l'assemblée provinciale. Certains députés soutiennent l'installation des membres du bureau d'âge après la déchéance de l'ancien bureau, alors que les membres de l'ancien bureau de cet organe délibérant se disent non concernés, car cette affaire est pendante devant les instances judiciaires. Le rapporteur de l'ancien bureau de l'assemblée provinciale du Haut-Lomami, fait savoir que la procédure prévoit que chacun soit visé par une motion. Jusque-là, cette motion n'a jamais été initiée.

Kisangani : plus de 2000 déplacés bénéficient de l'aide alimentaire au Camp Lukusa. Le commandant de la 31^e région militaire, a remis, le 24 mai, des sacs de riz, de sel, de sucre et des cartons de savons à plus de 2000 déplacés, installés au Camp Lukusa, à Kisangani, après avoir fui les accrochages ethniques entre les communautés Mbole et Lengola. Ces deux communautés s'affrontent depuis mars dernier.

La crise humanitaire en RDC est « la plus négligée au monde », selon l'ONU. Alors que plus de 6,3 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur RDC, les besoins humanitaires dans ce pays augmentent de façon exponentielle, a averti le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, relevant qu'il s'agit d'une crise humanitaire « très aiguë et très complexe ». A cet égard, il rappelle que la situation actuelle est principalement due aux conflits, mais aussi aux épidémies, aux catastrophes. « Elle est aggravée par de nombreux facteurs, notamment le manque de présence de l'État dans certaines régions et le manque d'infrastructures ». Selon un rapport de la situation du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), plus de 80% des déplacements sont dus aux attaques et affrontements armés. Dans le même temps, durant les 18 derniers mois, près de 829.000 personnes sont retournées chez elles, dont 36% dans le territoire d'Irumu. Sur un autre plan, un dernier rapport d'OCHA a fait le point sur les inondations provoquées par des fortes pluies dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu. Au 17 mai, au moins 428 personnes ont été tuées. La catastrophe a touché des milliers de personnes, dont beaucoup demeurent portées disparues. Selon OCHA, environ 3.000 maisons ont été affectées, dont environ 1.200 complètement détruites. Au lendemain de la catastrophe, les survivants ont trouvé refuge dans des hôpitaux, écoles, églises et d'autres espaces publics. Certains ont été accueillis dans des familles d'accueil tandis que d'autres se seraient installés dans des sites spontanés. Une nouvelle donne qui risque d'aggraver une situation humanitaire déjà préoccupante. S'agissant du financement, les besoins de cette année s'élèvent à 2,25 milliards USD, mais jusqu'à présent, seuls 20% de ce montant ont été collectés.

La RDC et le Gabon veulent renforcer les mécanismes de lutte contre la criminalité forestière et faunique. Durant deux jours, grâce à un accompagnement de l'Office des Nations unies contre la drogue et les crimes (UNODC), la délégation gabonaise mettra à la disposition de la RDC ses approches, qui lui permettent de canaliser tous les revenus de sa flore et sa faune au profit de la nation. A l'issue de cet atelier, les participants seront sensibilisés sur les risques de corruption liés à l'exploitation forestière illégale. Autre résultat attendu, c'est le renforcement de la coordination interservices dans le cadre de la lutte contre la criminalité forestière et la corruption ; le renforcement de la coopération bilatérale entre la RDC et le Gabon dans le cadre de la lutte contre la corruption liée à l'exploitation forestière et les flux financiers provenant des infractions forestières. L'ONUDC renforce les capacités à mener des investigations financières et développe des produits et outils de connaissance.

Parc de la Garamba : la pureté de la nature sauvage en proie au braconnage et à l'exploitation minière. A l'entrée de ce sanctuaire de biodiversité, l'on aperçoit des phacochères qui déambulent dans le parage. Des savanes boisées à perte de vue traversées par des forêts galeries. La beauté du parc et la pureté de la nature encore sauvage offrent un paysage d'une harmonie infinie. Lions, girafes de Kordofan, éléphants, hippopotames et chimpanzés sont les espaces phares, visibles dans leur habitat naturel, à l'état sauvage. **Le braconnage dévastateur.** Les rhinocéros blancs, qui ont fait la renommée du parc car espèce endémique, ont disparu à cause du braconnage, qui a par ailleurs sensiblement baissé ces derniers temps. Le chef de site adjoint, évoque les défis

auquel le parc est confronté : « Il y a l'exploitation minière artisanale dans le parc national de la Garamba dans le domaine de chasse de Ngangala Na bodio pas dans la partie intégrale du parc. Il y a la porosité de la frontière entre le soudan du Sud et la RDC. Cela fait que nous ne sommes toujours pas au courant des incursions des braconniers sud-soudanais. Il y a aussi le phénomène Mbororo, les éleveurs sud-soudanais. Parfois lors de leur passage, pour garantir la sécurité de leur cheptel, ils éliminent les carnivores qui sont pourtant important pour l'équilibre de l'écosystème ». **African** Le parc de Garamba est géré depuis 2005 par l'organisation sud-africaine, « **African Parks** » en partenariat avec l'Institut congolais pour la conservation de la Nature. Pour se rendre au parc national de la Garamba, il faut prendre l'avion jusqu'à Isiro et continuer sur une route en terre battue. Ou passer par l'Ouganda jusqu'au poste frontalier d'Aru. Le trajet deux heures est sécurisé, du centre de Durba jusqu'au village de Nagero où se trouve le parc.

Ituri : plus de 100 morts à Mahagi en 2 mois à la suite d'atrocités des groupes armés. 200 000 autres personnes sont déplacées depuis mars dernier à cause des atrocités des groupes armés. La situation sécuritaire et humanitaire reste précaire depuis trois ans dans une grande partie du territoire de Mahagi à cause de l'activisme des groupes armés à tendance identitaire mais aussi en raison des conflits liés à la délimitation administrative. Ces notables ont pris part au dialogue communautaire sur la cohabitation pacifique entre les communautés des Alurs et de Walendu Watsi, qui s'est tenu à Mahagi du 22 au 24 mai. Selon le chef de la chefferie de Panduru, les autorités coutumières et les notables doivent tirer les leçons des événements malheureux qui ont endeuillé cette zone, afin de trouver des solutions pacifiques et durables aux différends qui les opposent. D'autre part, les participants encouragent leurs fils et filles qui ont pris les armes contre leurs frères à les rendre dans le cadre du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS).

Kasaï : plusieurs infrastructures de Luebo englouties par les érosions. Selon le député provincial Olivier Tombetombe « le commissariat de district, l'administration du territoire, le bâtiment de la cité de Luebo, les bâtiments abritant les institutions judiciaires, parquet de grande instance et tribunal. Autre bâtiment emblématique, la prison de Luebo, qui avait accueilli des personnes comme Simon Kimbangu, tout cet arsenal d'infrastructures s'est vu être avalé par les conditions pluvieuses que nous avons connues, années après années ». Cet élu de Luebo dit avoir adressé à ce sujet, plusieurs lettres ouvertes et des memos au président de la République pour que des mesures adéquates soient prises pour résoudre ce problème.

Ituri : les violations des droits de l'homme ont baissé de 21% en 2022, selon le rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, publié le 23 mai. Cependant, le même rapport fait état de 1089 morts parmi les civils, à la suite de plusieurs attaques armées, soit une augmentation de 28 %, comparativement à l'année précédente. Ces violations sont attribuées aux groupes armés ADF, Zaïre et Codeco et a certaines forces de sécurité. Des éléments des Fardc et de la police ont commis 70 violations dont 18 exécutions extrajudiciaires. Les membres des groupes armés ont été responsables de 672 atteintes aux droits de l'homme avec 1071 victimes. Parmi elles, il y a eu 772 hommes, 162 femmes et 137 enfants. Le rapport évoque aussi 40 incidents sécuritaires qui ont affecté directement des personnes et des biens humanitaires. Trois humanitaires ont été tués, quatre blessés et quatre autres enlevés avec comme conséquence, la restriction des interventions des humanitaires. Six sites de déplacés ont subi des attaques de groupes armés, causant la mort de 126 personnes dont 37 enfants. Dix-neuf attaques contre les écoles et onze contre les hôpitaux ont été recensées. Ces attaques ont réduit les services sociaux de base.

Beni : des coups de feu entendus la nuit dans le quartier Kalinda, dans commune Mulekera à Beni. La société civile indique que des patrouilleurs étaient à la poursuite des bandits armés. Le responsable de la société civile salue l'action des forces de l'ordre, qui sont intervenues à temps, après l'alerte de la population.

Kinshasa : l'Université catholique sensibilise sur la gestion des déchets électroniques et électriques. Le doyen de cette faculté, alerte sur le danger des déchets électroniques et électriques : « le téléphone, l'ordinateur, le congélateur ou le frigo, à la fin de leur cycle de vie, deviennent des déchets qui ont des composantes. Si je demande à la population d'aller déposer les téléphones quelque part après leur usage, où est-ce qu'elle ira déposer ces déchets ? Cette table-ronde réfléchit dans des ateliers à formuler des recommandations à l'intention de différentes parties prenantes dans notre pays ». Il insiste, par ailleurs, pour que les institutions politiques définissent une politique claire, et que les lois ne restent pas dans les tiroirs.

Marche de l'opposition à Kinshasa : Washington interpelle Félix Tshisekedi. Au cours d'un entretien téléphonique, le secrétaire Blinken a exprimé sa profonde préoccupation pour les personnes tuées, blessées, déplacées et rendues vulnérables par la violence, selon un communiqué de l'Ambassade des Etats-Unis à Kinshasa. Il a également souligné le droit du peuple congolais à manifester pacifiquement pour exprimer ses préoccupations et ses aspirations. Antony J. Blinken a réaffirmé l'engagement des États-Unis en faveur

d'élections libres et équitables en RDC et insiste auprès du Rwanda « pour qu'il mette fin à son soutien au M23 », tout en réitérant la nécessité pour « tous les acteurs étatiques de cesser de collaborer avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et d'autres groupes armés non étatiques ».

Kinshasa : nouveau bras de fer entre la police et le bloc de l'opposition. La police demande aux leaders de l'opposition de constituer une délégation de dix personnes pour aller présenter leur memorandum au siège de la Commission électorale nationale indépendante, conformément à la note du vice-gouverneur de la ville de Kinshasa. Ce que rejettent ces opposants, qui veulent coûte que coûte faire leur sit in devant la Ceni avec tous les manifestants. Un bras de fer s'est engagé sur le boulevard du juin à Kinshasa. Les commerces situés le long du boulevard du 30 Juin et tout autour n'ont pas ouvert. Jusqu'à midi, heures locales, les manifestants bloqués sur cette chaussée, ont même commencé à bruler des pneus. Dans la foulée, la police a exfiltré Moïse Katumbi et Matata Ponyo, laissant sur place les deux autres leaders coorganisateur et les manifestants.

Gratuité de l'accouchement : 3/4 des structures sanitaires prévues à Kinshasa sont prêtes. Le vice-ministre de la Santé a fait cette annonce au terme de sa visite des établissements sanitaires de la ville de Kinshasa, et plus particulièrement dans les services d'accouchements. « Je pense que, si on attend qu'elle soit prête à 100%, on ne commencera pas. Il faut commencer et au cours de processus, on va améliorer. C'est vrai, il y a des infrastructures qui demandent encore une petite mise à niveau ».

Haut-Katanga : l'épidémie de choléra sous contrôle (MSF). L'épidémie de choléra, notifiée du 9 février au 21 mai 2023, est sous contrôle à Lubumbashi, dans le Haut-Katanga. Selon le responsable des activités médicales dans la riposte contre le choléra, MSF est revenu pour donner, encore une fois, un appui à la Division provinciale de la santé, à la prise en charge au niveau du centre de traitement de choléra de la Kenya.

Pékin : le groupe chinois CNEEC disponibilise 215 millions d'euros pour la réhabilitation du barrage d'Inga. Cette offre entre dans le cadre de la coopération bilatérale entre la Chine et la RDC. A l'issue des travaux, le barrage d'Inga récupérera 510 mégawatts. Cela permettra à la Snel d'améliorer sa desserte en électricité dans le pays. La contrepartie du gouvernement congolais dans ce projet est de 32 millions d'euros, soit 15% du cout global. Le groupe CMOC, actionnaire majoritaire de Tenke Fungurume Mining, financera également, à hauteur de 610 millions USD, la construction d'un barrage hybride hydro-solaire d'une puissance de 638 mégawatts dans le bassin du fleuve Lualaba, en vue d'améliorer la desserte des zones minières du Sud de la RDC. **Devant les Congolais vivant en Chine, Félix Tshisekedi dénonce la « collaboration entre la force de l'EAC et le M23 ».** « Il y a une sorte de collaboration entre la force de l'EAC et les rebelles ou terroristes du M23, à l'exception du contingent burundais qui applique au vrai sens du mot, les accords tels qu'ils étaient prévus. J'en veux pour preuve l'intervention des Burundais lorsque les terroristes du M23 commençaient à prélever illégalement des taxes dans des territoires qu'ils occupaient. Quant aux autres, la cohabitation continue ». Il dénonce aussi « une agression lâche et barbare de la part du Rwanda et de son chef Paul Kagame qui, aujourd'hui, a dit tout haut les vraies raisons de cette campagne de déstabilisation permanente de notre pays ». La RDC, sans se laisser faire, a mis en place un plan d'action, ajoute Félix-Antoine Tshisekedi.

Seth Kikuni investi candidat président de la République. Le parti politique Piste pour l'émergence a investi, le 24 mai, son président, Seth Kikuni, candidat à la présidentielle de 2023. Il a fait cette annonce au cours de son premier congrès, tenu à Kinshasa. Cette activité a également marqué la sortie officielle de ce parti de l'opposition.

Nyirangongo : 8 décès au camp de déplacés de Mudja en 6 mois. Selon la vice-présidente chargée des opérations et des programmes de l'ONG Care International « des personnes qui sont décédées par manque de nourriture, cela m'a personnellement touchée. Surtout d'apprendre que Care est le seul intervenant en termes de distribution de vivres. Or ce camp abrite 2700 familles. De nombreux enfants et femmes enceintes manquent de vêtements et dorment à même le sol, dans des abris précaires dans ce site ».

Ntumba Luaba nommé à la tête du Mécanisme national de suivi de l'accord d'Addis-Abeba. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a nommé ce 25 mai certaines personnalités à la tête de différentes institutions. Il a ainsi nommé Alphonse Ntumba Luaba, coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'accord d'Addis-Abeba. L'activiste des droits de l'homme et présidente de l'ONG SOFEPADI, Julienne Lusenge, a été désignée adjointe d'Alphonse Ntumba Luaba. Patrick Yala Lemba a été nommé directeur général de la Société congolaise des industries de raffinage (SOCIR). Christopher Ngoy Mutamba devient PCA de la Congolaise des voies maritimes et aura pour DGA Yemba Celemani.

Vendredi 26 mai.

Felix Tshisekedi soupçonne le Rwanda d'être derrière le conflit Teke-Yaka. Face aux tensions communautaires entre les Teke et les Yaka qui écument l'espace Grand-Bandundu et les alentours de la ville de Kinshasa, le Président de la République dit prendre des mesures sécuritaires et politiques pour y remédier. Felix Tshisekedi l'a dit jeudi à Beijing en Chine devant les Congolais de la Diaspora. Pour le Chef de l'Etat, ces deux communautés ont toujours vécu ensemble depuis des lustres. « Ces communautés ont toujours vécu ensemble depuis que le Congo est Congo. S'il y a ce qu'il y a aujourd'hui, c'est qu'il se passe des choses louches et je ne crains pas de dire, que notre horrible voisin, le Rwanda, n'est pas étranger à ce qui se passe à Kinshasa". **Les vellités hégémoniques du Rwanda démasquées.** Au cours de ces échanges, le Président Tshisekedi a fait remarquer que dans ses différents discours, le Président rwandais a affiché ses vellités hégémoniques envers la RDC : « Il veut prendre des territoires dans notre pays, parce que ces territoires possèdent des richesses qui ont fait le bonheur de son pays jusqu'ici. Il a fait croire au monde qu'il avait une bonne gouvernance grâce à laquelle son pays a prospéré, mais en réalité, c'est parce qu'il déstabilise la RDC en permanence et qu'il tisse des réseaux maffieux qui lui permettent d'enrichir sa clique, parce que son pays demeure pauvre et a des populations pauvres».

Ituri : les leaders Maï-Maï cantonnés au village Bandundu déplorent les mauvaises conditions de leur cantonnement. Ils sont au total 193 combattants du Mouvement des nationalistes Lumumbistes (MNL) et du Mouvement Maï-Maï Congolais (MMC) qui sont regroupés à Bandundu, village proche du centre de Biakato (Mambasa), en attente de leur démobilisation. A en croire le porte-parole de cette coalition Maï-Maï, tous ces miliciens avaient répondu favorablement à l'appel du Chef de l'Etat et se sont dits prêts à déposer les armes pour le retour de la paix en Ituri. Cependant, ils sont dépourvus de moyens de survie et n'ont pas accès aux soins médicaux et il craint que faute d'une prise en charge correcte, leurs hommes retournent dans le maquis pour reprendre leurs activités de guérilla.

Kinshasa : la société civile de Djoru conteste le nombre d'enrôlés publié par la Ceni. « Contrairement aux données transmises par l'antenne de la Ceni à Djoru qui présente 194 339 enrôlés, la Centrale électorale a plutôt publié 159 097 enrôlés soit une différence 35 242 enrôlés. Ce qui dénote à suffisance que les données transmises à la centrale électorale par l'antenne de la Ceni à Djoru n'ont pas été prises en compte ». Le porte-parole de la communauté de Djori invite le gouvernement à corriger cette erreur matérielle avant que le projet de loi sur la répartition des sièges ne soit transmis au parlement. En effet, le nombre des sièges alloués à chaque territoire à l'Assemblée nationale dépend du nombre d'enrôlés dans ce territoire.

Kinshasa : Plus de 30 jeunes échangent avec des députés sur le discours de haine et la manipulation politique. Cette table ronde a été initiée par cinq organisations des jeunes parmi lesquelles l'Action citoyenne de lutte contre les discours de haine, (ACLDH). L'objectif visé était de faciliter un échange franc entre les jeunes et les députés élus de la circonscription de la Funa autour de cette thématique.

Katumbi se rendra au Kongo-Central incessamment, selon la coordination provinciale d'Ensemble. Le coordonnateur provincial adjoint d'Ensemble affirme : « Moïse Katumbi viendra au Kongo-Central, malgré l'oppression et le comportement anti démocratique du pouvoir en place à son égard ». Il s'est dit déçu par le comportement du gouverneur de province à travers les policiers qui ont bloqué Moïse Katumbi à Mitendi, à la frontière entre Kinshasa et le Kongo-Central, « bafouant ainsi le droit relatif à la libre circulation garantie par la Constitution en son article 30 ».

Nord-Kivu : une dizaine de groupes armés écume le territoire de Lubero (société civile). Plus de trois quarts de la superficie du territoire de Lubero est sous occupation des groupes armés. Leur activisme est à la base de l'insécurité permanente dans presque tous les villages et agglomérations du territoire. Par conséquent, toutes les actions de développement sont négativement impactées dans la région. D'où le plaidoyer pour l'intervention de la Monusco, partenaire du gouvernement congolais, dans la restauration de la paix dans le territoire.

Jean Michel Sama Lukonde en route pour Kalehe en vue de s'imprégner de la situation humanitaire après la catastrophe. Parmi les réponses que le chef du gouvernement doit apporter, il y a celles des infrastructures. Il mettra à contribution l'Office des voiries et drainage (OVD) et le génie militaire pour accélérer le processus de réouverture de la RN2. D'autres réponses concernent les questions sociales et sanitaires. Le Premier ministre rassure l'appui du gouvernement à ce territoire déclaré zone sinistrée. Il est accompagné d'une forte délégation des membres du gouvernement. Sur un autre chapitre, le Premier ministre a fait savoir qu'au Nord-Kivu, il aura une séance de travail avec les autorités locales pour faire le point de la situation sécuritaire. **Inondations de Kalehe: le gouvernement offre près de 1100 USD à chaque famille sinistrée.** La distribution du cash offert par le gouvernement central aux sinistrés de Bushushu et de Nyamukubi dans le territoire de Kalehe a enfin

débuté jeudi 25 mai, soit trois semaines après la remise. Chaque ménage a reçu 2,5 millions FC (près de 1100 USD), même si une quarantaine d'autres familles se disent oubliées. Sur deux cents ménages identifiés après maintes revérifications, le montant prévu n'a pu servir que 157 ménages. **Inondations de Kalehe: le PAM distribue la nourriture aux sinistrés.** Trois semaines après les inondations meurtrières à Kalehe (Sud-Kivu), le Programme alimentaire mondial a commencé ce 26 mai la distribution de vivres aux sinistrés et déplacés. Cette assistance, composée d'abord riz et haricots, concerne cinquante mille personnes pour une période de quatre mois.

Ituri : dialogue entre les groupes armés pour une solution de paix durable, depuis ce vendredi 26 mai à Aru-centre. Ces assises initiées par le gouvernement provincial ont pour objectif de régler les différends qui les opposent et assurer le respect des accords qu'ils ont signé pour la cessation définitive des hostilités en Ituri. Les groupes armés représentés à ce dialogue sont : la Codeco, Zaïre/Mapi, la Force patriotique et intégrationniste du Congo, (FPIC) et le Front de résistance patriotique de l'Ituri, (FRPI). Ces milices s'accusent mutuellement de violer les accords de paix. Ces violences entre groupes armés constituent un obstacle au processus de paix en Ituri. Cette rencontre leur offre l'opportunité de parler en face de leurs différends en vue de trouver des solutions durables aux conflits armés qui persistent depuis 2017, affirme les organisateurs. Cette rencontre sera sanctionnée par la signature d'un pacte de non-agression mutuelle.

Opération bec de lièvre à Beni : 17 patients retrouvent leur sourire. Cette campagne a été organisée en collaboration avec l'hôpital « Heal Africa », à travers son projet «SMILE». Ces patients venus de Mambasa en Ituri, Lubero et Beni, au Nord-Kivu ont été pris en charge gratuitement pendant 7 jours.

Kindu : célébration le 25 mai de « Noel » chez les Kimbanguistes. Cette journée qui marque la naissance de Jésus-Christ, coïncide avec la naissance de Dialungana Kiangani, deuxième fils du prophète Simon Kimbangu.

Goma : plus de 50 présumés bandits arrêtés dans le cadre de l'opération « No stop », présentés à la presse. Ils ont été arrêtés par les services de sécurité au cours d'un couvre-feu, dans deux quartiers populaires de la ville. C'était lors de la série d'opérations baptisée « No stop ». Cette opération a ciblé les maisons de tolérance dans les quartiers Mapendo et Kahembe. L'autorité urbaine se félicite notamment de la collaboration de la population qui s'active à dénoncer ces inciviques auprès des services de sécurité. Le maire l'invite à continuer sur cette lancée,

Répression des manifestations de l'opposition en RDC : le ministre de l'Intérieur attendu à l'Assemblée nationale. Le député national Ados Ndombasi dénonce la violation flagrante de l'article 26 de la Constitution par le gouvernement et la police qui ont « non seulement changé l'itinéraire mais aussi réprimé brutalement » les manifestations de l'opposition, le 20 mai courant. « Il est inconcevable, dans une démocratie, que la police utilise des armes létales pour réprimer les manifestants ».

Lubumbashi : le non-paiement des factures par les institutions et entreprises de l'Etat bloque le bon fonctionnement de la Regideso. Ces factures sont estimées à plus de 5 millions USD. L'entreprise connaît ainsi des difficultés de fonctionnement, notamment la panne de certaines machines. Par conséquent, une bonne partie de la population de la ville n'est pas desservie en eau potable.

Sud-Kivu : l'hôpital général de Lwiro éprouve des difficultés de fonctionnement (Médecin directeur). L'hôpital de Lwiro a une capacité de cent lits, mais peu de malades viennent en consultation, affirme Dr Céline Kavira. Enfin, l'autre difficulté est liée au manque d'ambulance pour le déplacement des cas d'urgence.

Chine-RDC : tête-à-tête Xi Jinping-Félix Tshisekedi à Beijing. A cette occasion, le Président chinois a souligné sa volonté de consolider une « coopération pragmatique » avec la RDC. Il a félicité le Président Tshisekedi pour son leadership national et régional pour consolider la paix, le développement et la stabilité en Afrique et en RDC en particulier. La Chine va débloquer une aide d'urgence de 1 million USD pour secourir les sinistrés de Kalehe, victimes des pluies diluviennes. Le Président Xi Jinping a déclaré "Je suis d'avis qu'il faut créer plus d'opportunités entre nos pays et faire évoluer les relations bilatérales vers un partenariat global stratégique". La cérémonie solennelle de ce vendredi a été marquée par la signature de 4 mémorandums de coopération bilatérale sur : l'échange et la coopération en matière d'information, la coopération dans le développement de l'économie numérique, la promotion du développement d'une croissance verte et un accord de coopération entre les deux chaînes nationales de télévision, la CGTN et la RTNC.

L'opposant Matata Ponyo interdit d'entrer à Kikwit. Selon lui, le maire de Kikwit dit avoir reçu des instructions de la hiérarchie. A ce propos, Martin Fayulu a déclaré : « En empêchant Matata Ponyo de tenir sa

conférence-débat à Kenge, force est de constater, une fois de plus, que Félix Tshisekedi a décidé de réduire l'espace politique en enchaînant le processus électoral pour le limiter aux seuls candidats de son choix ».

Lubero : la société civile sollicite l'appui de la Monusco dans la réalisation des projets de développement.

Selon son président, les attentes ne concernent non seulement la restauration de la paix, mais aussi la réalisation des projets de développement pour permettre un bon transfert des compétences. Il cite par exemple le problème d'accessibilité, le renforcement des projets liés à la réduction des violences et enfin des projets à impact rapide.

Haut-Uele : Faradje et Dungu électrifiés depuis une année grâce à la centrale solaire installée par le parc de Garamba.

Cette centrale solaire est l'un des projets innovants exécuté par la société Nuru en 2021 et financé par l'Union Européenne. Des ménages ont bénéficié de l'électricité gratuite pendant un an. Après cet essai, un système de prépaiement cash power a été installé. Avec une capacité de 215 kilowatts, elle vend 30 % de l'électricité. « Nous avons une tension de 240 Volt. On a des ateliers de soudure qui sont connectés à notre réseau. Il y a même des sociétés de télécommunication comme Vodacom qui consomme notre électricité, des stations-services, des poissonneries, des bistros, etc... ». La société Nuru qui a construit cette entreprise est aussi celle qui la gère. Elle a soumis les abonnés à deux tarifs: 0.38 USD /kwh de 6 h à 18h et 0.49 USD/ kwh de 18h soir à 6h du matin.

Samedi 27 mai.

Durba: la FEC dénonce les barrières illégales sur la principale route de desserte agricole.

Le président provincial de la FEC/Watsa, Felly Ututu, a indiqué que cette situation a pour conséquences, notamment, la spéculation des prix des divers produits agricoles à Durba. Il se réjouit de l'exploitation minière de Kibali Gold dans la zone qui a apporté une embellie économique. Il plaide, cependant, pour plus de transparence dans le processus de passation des marchés de la part de cette entreprise.

Haute Cour militaire : le député Mwangachuchu se déclare Congolais mais il a « une âme rwandaise ».

S'adressant au député, le juge président de la cour s'est étonné du fait que toutes les pièces du dossier du prévenu renseignent qu'il a son esprit au Rwanda plutôt qu'en RDC : « Vous avez affirmé votre nationalité congolaise sans mâcher les mots, mais vous avez une âme presque rwandaise.... par exemple, lorsque vous exploitez vos minerais au lieu de faire l'expertise au pays, vous faites appel à une expertise étrangère, rwandaise ». A la même audience, la cour a, en outre, analysé la complicité présumée du policier coaccusé du député, le commissaire principal Robert Mushamalirwa, dans le but d'établir le lien entre les deux prévenus dans cette affaire.

Contrats chinois : l'ONG CADA préconise la renégociation entre Etats (RDC et Chine), et non avec les entreprises privées chinoises.

Le coordonnateur de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante a fait cette proposition et a également souhaité que les autres organismes internationaux, évoluant dans secteur des mines, soient impliqués dans la signature de ces nouveaux accords entre la RDC et la Chine. Pour lui, il est important que dans ces discussions, la RDC engage ses technocrates avérés dans le domaine des mines pour éviter de subir des préjudices passés.

Le gouvernement accuse le M23 de vouloir attaquer la ville de Goma.

« La situation sécuritaire reste dominée par le renforcement de différentes positions par le RDF/M23 en prévision d'une offensive générale avec comme objectif confirmé selon les sources, l'occupation de la ville de Goma ». Le vice-ministre de l'Intérieur a fait état de la reddition 279 insurgés Yaka dits Mobondo venant de différents villages. Il a assuré que la situation sécuritaire reste marquée par la poursuite des opérations de traque des assaillants Mobondo qui écument la commune de Maluku et la province du Kwango. Le conseil des ministres de ce vendredi a en outre planché sur la recrudescence du phénomène Kuluna à travers les grandes agglomérations du pays, particulièrement à Kinshasa.

Nord-Kivu : le M23 accusé de diverses exactions contre la population à Rutshuru et à Nyirangongo,

des cas d'enrôlement forcé des jeunes dans cette rébellion, des tortures corporelles et des arrestations arbitraires infligées aux jeunes, des cas de tueries, kidnapping et tracasseries. Des acteurs politiques et sociaux disent avoir constaté cette situation malgré la présence de la force régionale de l'EAC dans ce coin du pays. La persistance de ces actes odieux du M23 dans la zone occasionne une multiplicité des groupes armés dans la région « il y a ces groupes armés d'autodéfenses qui sèment la terreur au sein de cette population. Nous enregistrons chaque jour des assassinats ciblés, surtout ces derniers dans le groupement de Busanza en chefferie de Bwisha »,

Tshopo : pénurie de sang au Centre de transfusion sanguine de Kisangani.

Près de 40 % seulement des besoins et demandes des structures sanitaires de Kisangani soient couverts. Le médecin coordonnateur du Programme de transfusion sanguine attribue cette carence au manque de financement et au nombre insignifiant de donateurs bénévoles de sang dans cette ville. Il dit avoir sollicité l'appui d'organisations pour résoudre ce problème.

Conflit Teke-Yaka : Sa Majesté Kiamfu accuse les politiques de manipulation. Pour lui « depuis l'histoire du pouvoir coutumier de l'empire Lunda Yaka dans l'ancienne province de Léopoldville, jamais les Yaka et les Tekes n'étaient en conflit, ni de pouvoir coutumier, ni de terre, Il semble que le conflit aurait pour cause, l'intronisation du chef Yaka dans l'espace Teke par un certain Kiamfu ». Ainsi, en sa qualité de chef, investi selon les us et coutumes Yaka, et reconnu par les textes juridiques, il clame l'innocence de son peuple dans ce conflit ethnique.

Kalehe : arrivée du Premier ministre plus de 3 semaines après les inondations. Le chef du gouvernement a affirmé avoir fait ce déplacement en vue d'y apporter des solutions aux questions sociales et médicales des sinistrés. Ces derniers demandent leur délocalisation sur les sites appropriés et surtout la réouverture de la RN 2, reliant la ville de Bukavu à celle de Goma. La situation des sinistrés demeure préoccupante : des survivants passent encore nuit à la belle étoile, ou alors hébergés par des personnes de bonne volonté. Le traumatisme se lit encore sur les visages des sinistrés qui espèrent encore retrouver leurs proches même si l'espoir s'amenuise.

Lubumbashi : la police empêche le sit-in de l'opposition, projeté ce 27 mai devant le bureau de la Commission électorale nationale indépendante. Le maire de Lubumbashi, a indiqué que, pour des raisons de sécurité, « les manifestations publiques sont interdites jusqu'à nouvel ordre ». A la place, le maire leur a demandé de constituer une délégation de quatre personnes qui devraient aller déposer leur memo la Ceni. Tôt le matin les différentes artères qui mènent vers le bureau de la Ceni ont été barricadées par les éléments de la police. Les passages étaient bien filtrés pendant que les organisateurs de la manifestation se démenaient pour atteindre le siège de la Ceni où ils devaient lire et déposer leur memo. Ils se sont butés devant les policiers, qui sont restés intransigeants. Dans ce memo, ces partis se disent « contre la tenue des élections avec le fichier électoral actuel corrompu, tel qu'audité par la centrale électorale elle-même, qui est donc juge et partie ». Les manifestants dénoncent aussi la politisation et la partialité de la Ceni par ses animateurs, « qui sont au service des membres de l'Union dite sacrée ».

ACAJ récuse la suspension des travaux de modernisation de l'axe Mbuji-Mayi-Kananga. L'ONG ACAJ s'oppose à la délocalisation de l'entreprise égyptienne chargée de ces travaux, vers le tronçon Mayi-Mpania Mutombo (Sankuru). L'axe routier choisi par ce ministre n'a pas été mentionné dans l'accord de partenariat avec le Fonds de promotion de l'industrie (FPI). Il a regretté que les politiques continuent à privilégier leurs intérêts égoïstes en lieu et place de ceux de la population, et surtout en violation des lois et procédures administratives.

Kindu : interdiction aux responsables scolaires d'exiger des frais de participation aux examens certificatifs. Le directeur de la province éducationnelle (ROVED) Maniema 1, interdit aux chefs d'établissements d'exiger de l'argent aux élèves du primaire qui vont bientôt présenter leurs examens certificatifs. Il a aussi interdit de chasser les élèves pendant les heures des cours.

Ituri: des villages toujours déserts sur l'axe Komanda-Luna où opèrent les ADF, qui commettent de nombreuses exactions. Le dernier incident, le 21 mai, ces hommes armés ont mis le feu sur sept camions transportaient des marchandises en provenance du Nord-Kivu. Malgré ce climat d'insécurité dans la zone, certains habitants décident toutefois de rester dans ces milieux, où ils disent mener une vie de calvaire. Le long de cet axe de près de 15 km, c'est un silence de cimetière qui règne. A certains endroits, des soldats des FARDC sont visibles à effectif réduit. Ils sont chargés de sécuriser la zone.

Dimanche 28 mai.

Faradje : le parc national de Garamba initie des champs écoles paysans pour baisser la pression des communautés sur le parc. Le projet champs écoles paysans bénéficie de l'appui de l'organisation pour la protection de l'environnement et le développement, l'un des partenaires du parc de la Garamba. Cette démarche a permis non seulement de stopper l'importation des oignons, tomates et autres produits vivriers de l'Ouganda voisin, mais aussi de baisser la pression des communautés sur le parc, affirme le conseiller agricole au sein de l'OPED.

Le parti Ensemble pour la République rejette le rapport d'audit externe du fichier électoral. Le secrétaire général du parti Ensemble pour la République, affirme que l'opposition maintient ses marches chaque jeudi pour dénoncer le processus électoral chaotique. Au cours d'un point ce samedi 27 mai au siège du parti à Kinshasa, il a fustigé une justice à double vitesse et les propos tribalistes de certains hommes politiques. Il estime que l'audit du fichier électoral est une vaste blague. Le rapport d'audit externe du fichier électoral de la Commission électorale nationale indépendante a été publié le 22 mai à Kinshasa. Les cinq experts nationaux et internationaux,

recrutés par la Ceni, ont présenté les conclusions de leur travail d'audit. Il ressort de ce rapport que sur plus de 47 millions d'enrôlés bruts, plus de 3 300 000 électeurs ont été élagués du fichier. Ce qui ramène le nombre d'enrôlés à 43 955 181. Au nombre de ces personnes élaguées, il y a plus de 2 235 798 doublons et 976 506 mineurs. **Kinshasa: le parti politique FPCN félicite le travail abattu par la Ceni pour l'organisation des élections.** Pour le président du Front pour un Congo nouveau, « nous constatons que la Ceni effectue correctement son travail et elle vient de transmettre par le biais du vice-premier ministre de l'Intérieur, l'avant-projet pour permettre de désigner les circonscriptions électorales ainsi que le nombre des députés. Nous attendons que l'Assemblée nationale examine très rapidement cette loi en vue de doter notre pays de cette loi ». Le parti a réitéré son appartenance à l'Union sacrée, et de ce fait soutient la candidature de Félix Tshisekedi aux élections présidentielles.

Beni : des femmes journalistes formées sur les notions de base du journalisme. Dans certaines radios et télévisions on trouve des femmes, mais celles-ci jouent pour la plupart les rôles des réceptionnistes, comptables, et d'autres qui les empêchent d'exercer le journalisme, bien que certaines disposent d'atouts nécessaires pour cette profession. C'est ce qui a motivé le Collectif des radios et télévisions communautaires du Nord-Kivu (Coracon) à organiser cette formation uniquement pour les femmes. Pour la pratique, ces femmes journalistes vont réaliser des magazines sur trois thématiques : l'état de siège, la sécurité et la promotion des droits de la femme.

Ituri : 30 nouveaux médecins prêtent serment. Ils sont désormais inscrits à l'Ordre des médecins de la RDC. Venus de plusieurs universités de la RDC, ces nouveaux médecins demandent l'implication du gouvernement pour relever le défi de l'emploi auquel ils sont confrontés au terme de leur formation. Le vice-président de l'Ordre des médecins de l'Ituri, a appelé ces nouveaux médecins à se former régulièrement pour être en mesure de faire face à l'évolution constante de la médecine. Ces 30 médecins s'ajoutent à plus de 800 que compte la province de l'Ituri.

Lualaba: le minier Glencore renouvelle son engagement en faveur de la protection de la biodiversité. L'entreprise Glencore à travers Kamoto Copper Company et Mutanda Mining qui exploitent le cuivre et le cobalt à Kolwezi dans le Lualaba, a renouvelé cet engagement à l'occasion de la journée internationale de la diversité biologique. Pour ce géant minier, la diversité biologique est un atout mondial d'une valeur considérable pour les générations futures. Glencore indique qu'il est en partenariat avec l'Université de Lubumbashi pour un projet de recherche et développement sur les zones humides artificielles, qui pourrait jouer un rôle important dans l'infrastructure écologique locale, et traiter naturellement les eaux pluviales à l'aide des espèces de flore aquatique indigènes. Divers autres projets sont en cours, notamment le reboisement de la forêt de Miombo qui couvre une grande partie de la région de Kolwezi. Ce projet vise à planter jusqu'à 100 000 plantules chaque année dans la zone autour des opérations de KCC, pendant cinq ans. Il est aussi prévu la réhabilitation progressive du site de MUMI, y compris la plantation de plus de 20 espèces de 1800 jeunes arbres sur trois hectares par an.

Maniema : les écoles de Kalima reçoivent une dotation des manuels des sciences de la vie et de la terre. Ces manuels, un don du chef de secteur de Beia, sont destinés aux classes de septième et quatrième année des humanités scientifiques des écoles de la commune rurale de Kalima, y compris les écoles de Beia rural.

Bas-Uele : l'afflux massif des réfugiés centrafricains à Ango préoccupe la population locale. Le territoire d'Ango compte actuellement plus de deux mille réfugiés centrafricains. Ces réfugiés fuient les affrontements entre les rebelles Seleka et les éléments du groupe d'auto-défense Zande dans la région de Zemio, frontalière avec la RDC. La société civile, redoute la famine et l'insécurité dans ces milieux. Par ailleurs, des rebelles de la Seleka sont signalés dans la forêt congolaise. Elle demande aux autorités politico-administratives de la province de déployer massivement les forces de sécurité dans cette contrée afin de protéger la frontière et les populations locales, en proie aux exactions de ces rebelles centrafricains.

Etat de siège : la situation sécuritaire et humanitaire demeure préoccupante au Nord-Kivu et Ituri, deux ans après le décret, début mai 2021, d'une gouvernance militaire dans ces deux provinces. C'est le constat général relevé lors de la 3^{ème} évaluation, le 26 mai à Goma, de l'état de siège par les comités provinciaux de sécurité et le Premier ministre. Le gouverneur du Nord-Kivu, a estimé que l'armée a besoin de plus de moyens pour faire face à la situation qu'il juge dramatique dans la province. Celui de l'Ituri a estimé que l'évolution de la situation sécuritaire dans sa province évolue bien. Selon lui, c'est le résultat de l'approche militaire, suivie des dialogues menés par son gouvernement provincial pour arrêter l'interférence des leaders communautaires sur les groupes armés responsables de la crise sécuritaire en Ituri.

Sud-Kivu : les sinistrés de Kalehe exigent plus d'actions humanitaires pour leur survie. Pour les survivants de Bushushu et Nyamukubi, malgré les efforts fournis par le gouvernement et plusieurs organisations en leur faveur, les besoins restent énormes. « Nous demandons au premier ministre de prendre la responsabilité de tous ces enfants orphelins de cette catastrophe qui sont en train d'errer après la disparition de leurs parents. Nous lui demandons également de prendre en charge tous les étudiants de Bushushu et Nyamukubi qui venaient de perdre leurs parents dans cette catastrophe naturelle et qui n'ont plus de moyens de vivre sur le plan social et de scolarité ». **Sud-Kivu : 2513 rescapés de Kalehe pris en charge gratuitement par la fondation médicale Harish Jagtani.** Pendant deux semaines, des professionnels médicaux ont assuré divers services tels que, le traitement des blessures et des maladies au sein d'une clinique mobile installée deux jours après les inondations meurtrières du 4 mai et dont les activités ont été clôturées en cette fin de semaine. La fondation HJ a également distribué du matériel médical d'urgence. L'initiative de la clinique mobile de HJ, comme celle de beaucoup d'autres acteurs humanitaires, a permis d'aider les habitants rescapés à entamer leur parcours vers la guérison, a précisé pour sa part, la responsable des opérations de la fondation HJ, Jemima Rubuye, Cette clinique mobile a une capacité de vingt lits. Ils ont été tous laissés au centre de santé de Bushushu comme don.

Nord-Kivu : l'enclavement du territoire de Walikale empêche son développement. Ce territoire est coupé de Goma, le chef-lieu de la province du Nord-Kivu, et de tous les autres centres commerciaux de la région à cause du mauvais état des routes. Le territoire de Walikale est ainsi condamné au sous-développement. À la suite de cet enclavement, les autorités provinciales et les humanitaires ne peuvent plus accéder à des milliers des populations nécessiteuses. Aucune évacuation sanitaire n'est possible. L'isolement accru du territoire de Walikale (Nord-Kivu) asphyxie les opérateurs économiques locaux de la région.

Kasaï-Oriental : baisse du prix des denrées alimentaires et produits manufacturés sur le marché de Mbuji-Mayi. C'est notamment le prix du ciment blanc, du carburant, des boissons sucrées ainsi que des poissons salés et fumés. Depuis bientôt une semaine, des véhicules transportant des marchandises en provenance de Lubumbashi arrivent à Mbuji-Mayi. Le parcours des conducteurs de gros camions n'a pas été facile pour atteindre Mbuji-Mayi. Ils affirment avoir fournis des gros efforts pour joindre la ville par la RN1, dont des tronçons sont très détériorés.

Félix Tshisekedi : « La Chine a exprimé clairement sa volonté de voir la RDC pacifiée et restée dans son intégrité ». En ce qui concerne le soutien que la RDC attend de la Chine pour la pacification de l'Est du pays, le Président Tshisekedi compte sur la place qu'occupe ce pays dans les structures des Nations unies. Selon lui, la Chine a voulu, à travers cette visite d'Etat, envoyer un message de solidarité et de respect envers la RDC. Et les deux pays, par leurs positions géopolitiques et leurs atouts respectifs, sont susceptibles de générer des solutions pour leurs économies en ce qui concerne l'environnement, la transition énergétique et le numérique. **Félix Tshisekedi visite Shanghai, le poumon économique de la Chine moderne.** Le Président Tshisekedi s'est entretenu avec le secrétaire du parti communiste de la municipalité. Ce dernier a mis en exergue le rôle de Shanghai qui veut devenir une pièce maîtresse dans le partenariat stratégique entre la Chine et la RDC afin d'élargir les perspectives de la coopération entre la Chine et la RDC. **Félix Tshisekedi : « Mon ambition est d'industrialiser mon pays, le développer ».** Selon lui, ce développement passe par l'industrialisation. « Je pense que la Chine peut être un bon partenaire pour nous accompagner. Il y a aussi d'autres partenaires. Mais la Chine était la plus prompte à venir. Et on ne va pas fermer la porte à un partenaire qui est disposé à nous accompagner. C'est comme ça que j'ai répondu directement répondu à cette invitation lancée par le Président Xi Jinping ». Pour lui, ce développement passe aussi par l'implantation en RDC, d'industries de transformation des matières premières produites au pays.

Djugu : au moins 478 élèves privés d'écoles, les toitures des bâtiments étant emportées par le vent. Mardi 23 mai, un vent violent, accompagné d'une forte pluie, a balayé le secteur de Walendu Pisti dans le territoire de Djugu, causant d'énormes dégâts matériels. A l'école primaire Lalo, les toitures ont été emportées par le vent. L'ONG Coalition associative résolue pour la défense de droits de l'homme, plaide pour une intervention rapide du gouvernement et des humanitaires pour le remplacement de la toiture de cette école afin de permettre à ces écoliers de poursuivre leurs études à l'approche des examens de fin de l'année scolaire.

Lundi 29 mai.

Les miliciens Mobondo ont atteint le territoire de Popokabaka. Selon le premier bilan, l'on enregistre l'assassinat du commandant de la police Jean Berry Manzanza, un autre policier porté disparu et un autre grièvement blessé. Ces événements se sont déroulés jeudi 25 mai. Le député national Jean-Pierre Pasi Za Pamba appelle le gouvernement à intervenir rapidement pour rétablir la paix dans cette partie du pays.

« **Les soldats de la paix sont au cœur de notre engagement en faveur d'un monde plus pacifique** », note **Antonio Guterres**. « En cette Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, nous honorons leurs contributions extraordinaires à la paix et à la sécurité internationales. Depuis 1948, plus de 2 millions de soldats de la paix ont servi dans 71 missions, aidant les pays à parcourir le chemin difficile menant de la guerre à la paix », rappelle Antonio Guterres. Ils jouent également un rôle essentiel dans la protection des civils pris dans le chaos de ces conflits meurtriers, apportant une lueur d'espoir et une aide dans les contextes les plus dangereux qui soient. Aujourd'hui, plus de 87 000 soldats de la paix, originaires de 125 pays, participent à 12 opérations. Ils se heurtent à des tensions et des divisions mondiales croissantes, à des processus de paix qui stagnent et à des conflits de plus en plus complexes. Malgré ces obstacles, les Casques bleus persévèrent.

Chine : signature d'un accord de partenariat entre la RDC et l'entreprise Huawei, en faveur de la transformation numérique en RDC. « Nous allons réduire sensiblement l'utilisation des papiers, notamment pour nos administrations. Je prends l'exemple de la question liée aux actes de l'état civil. Quelqu'un qui a besoin d'un acte de naissance, lorsqu'il se trouve, à l'étranger, il doit prendre un avion jusqu'à Kinshasa. Mais, lorsque les données vont figurer dans un système numérique, delà où il se trouve, il va juste faire une demande sur la plateforme, celle-ci va le loguer sur la base des données et on lui donne la possibilité d'avoir un acte ou une copie authentique », a précisé le ministre du Numérique. Huawei est l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'infrastructures de technologies de l'information et de la communication et d'appareils intelligents. Elle a été créée en 1987 et compte 207.000 employés dans plus de 170 pays dont plus de 200 en RDC.

Nord-Kivu : Sama Lukonde apporte l'aide du Gouvernement aux déplacés de Bushagara. Le site Bushagara héberge environ trois mille ménages qui ont fui la guerre du M23. Le Premier ministre s'est rendu sur ce site et a exprimé la compassion du Gouvernement envers ces déplacés, il a saisi cette opportunité pour réitérer l'engagement du Gouvernement à restaurer la paix dans les territoires d'origine de ces déplacés pour leur permettre d'y retourner. La communauté humanitaire a demandé, au Premier ministre de trouver une solution urgente à la précarité de l'hébergement des déplacés et aux nombre croissants des cas de viols sur les femmes déplacées.

Kasaï : le territoire d'Ilebo enclavé faute de ponts. La population d'Ilebo réclame la réhabilitation du pont Lubao, et la construction en urgence d'un pont sur la rivière Ntumina, à plus de 200 km de Tshikapa (Kasaï). Ces deux ponts sont stratégiques, dans la mesure où ils permettent l'évacuation des produits agricoles et d'autres biens de première nécessité vers le centre-ville Tshikapa. Sans ces ponts, il n'y a pas de développement dans le Kasaï. Les populations du Kasaï attendent aussi l'ouverture des routes de desserte agricole.

Haut-Uele : l'entreprise MD encourage les jeunes de Durba à opter pour des formations techniques en vue de bénéficier de la manne du secteur minier. Un des responsables de l'entreprise MD, spécialisée en détection de talents et expertises appropriées au secteur minier, cite notamment les opportunités d'emploi au sein de l'entreprise minière Kibali Gold qui exploite l'or sur le site de Doko. Cette entreprise minière est actuellement l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois dans le territoire de Durba.

La société civile de Bukavu et Goma demande des mémoriaux pour les personnes mortes dans les conflits armés. Elle sollicite en même temps, la destruction des monuments qui, selon elle, falsifient l'histoire du Congo et la construction d'un musée national à Kinshasa en faveur des victimes des guerres à répétition en RDC. Cette démarche s'inscrit dans la suite de leur campagne : « 8 millions des martyrs, 8 millions d'espoirs perdus, en mémoire de plus de 8 millions des congolais morts depuis 1993 », menée depuis quelques mois à Bukavu et Goma.

Kinshasa : la coalition CODE effectue sa sortie officielle. La Coalition des démocrates (CODE), se range en ordre de bataille pour les élections de décembre 2023. L'objectif, est de donner la majorité parlementaire à Felix Antoine Tshisekedi après les élections de 2023. Ce regroupement réunit plusieurs partis et personnalités politiques.

Nord-Kivu : 2 éco-gardes de l'ICCN tués dans une nouvelle attaque. Une patrouille des éco-gardes a été la cible des Maï-Maï Kabido à Nyamusengera, près de Rwindi, indique l'Institut congolais pour la conservation de la nature. Cette attaque intervient dix jours seulement après celle survenue au territoire de Lubero, ayant coûté la vie à trois éco-gardes et un personnel civil. Cela porte à six, le nombre d'éco-gardes tués depuis le début de cette année. Cinq autres ont été gravement blessés dans ces différentes attaques au cours desquelles des armes ont été emportées par les assaillants. L'ICCN appelle les autorités politiques et militaires à s'impliquer davantage sur cette question afin « de faire cesser ces actes meurtriers ».

Journée des casques bleus : la Monusco en Ituri réitère son engagement à protéger les civils et accompagner les efforts des Fardc. Selon le commandant secteur Nord-Est de la Monusco en Ituri, les forces de la Monusco restent déterminées à apporter leur appui à l'armée congolaise pour la restauration et le maintien de la sécurité en Ituri. Il a aussi remercié tous les soldats de la paix en mission en Ituri pour leur détermination dans la mission de protection des civils et a souligné que la réussite de cette mission dépend du renforcement de la collaboration entre les casques bleus, les Fardc et la population civile. « L'honneur revient, en ce jour, à plus de vingt casques bleus qui ont perdu leurs vies en mission en Ituri », malgré ce sacrifice, plus de 800 000 déplacés sont aujourd'hui sous protection des forces de la Monusco dans le territoire de Djugu.

Kongo-Central : les enseignants réclament l'uniformisation de la prime de brousse, entre les enseignants des provinces et ceux de Kinshasa. C'est l'une des revendications qu'a revendiqué le 28 mai, Le Collectif des syndicats des enseignants de l'ouest de la RDC, section du Kongo-Central. Pour les délégués des enseignants, le respect de ce cahier des charges est le gage d'une rentrée scolaire apaisée le 5 septembre 2023.

Sud-Kivu : une marche pacifique contre la tracasserie fiscale paralyse la cité de Kamanyola. La manifestation a été initiée par la société civile et les jeunes entrepreneurs. Elle s'est vite transformée en journée ville morte. Le président des jeunes entrepreneurs de cette entité, a dénoncé, par cette manifestation, la "tracasserie fiscale et la multiplicité des taxes entretenues aussi bien par le gouvernement provincial que par la chefferie de Ngweshé", alors qu'aucune rétrocession, ni contrepartie en termes de développement n'est observée dans ce milieu.

Sankuru : déchéance du président et vice-président de l'assemblée provinciale. Les députés provinciaux auteurs de cette motion leur reprochent d'incompétence notoire et de violation du règlement intérieur de leur institution. Seize de dix-neuf députés provinciaux ont voté pour la déchéance de ces deux membres du bureau définitif de l'assemblée provinciale du Sankuru. Un bureau d'âge composé de 3 personnes dont le député le plus âgé a été installé pour recevoir cette pétition. Ce bureau aura également pour mission d'organiser les élections prochaines de ces deux postes vacants de ce bureau.

Arrivée du Procureur de la CPI, Karim A. A. Khan, à Kinshasa. Selon cette juridiction internationale, sa visite vise à : échanger sur la feuille de route et la coopération pour lutter contre impunité ; s'enquérir de l'état de la stratégie nationale de poursuites des crimes ; rencontrer les communautés affectées. C'est la ministre congolaise de la Justice, qui avait déposé une note de renvoi d'une situation au bureau du Procureur de la CPI à la Haye, l'invitant « à focaliser son attention et à initier le processus d'enquête contre la coalition RDF/M23 dans l'Est de la RDC ». Cette note vise entre autres, « des poursuites et la répression des RDF/M23 ainsi que de toute autre personne impliquée à titre d'auteur ou de complice dans les actes et comportements illicites, caractéristiques de graves violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme enregistrés entre 2022 et 2023 ».

4 leaders de l'opposition contre l'examen du projet de loi sur la répartition des sièges à l'Assemblée nationale. Selon Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Augustin Matata et Delly Sesanga, les quatre leaders de l'opposition, cette loi va matérialiser la fraude électorale qu'ils ont cessé de crier. « L'obstination du régime Tshisekedi de présenter la loi sur la répartition des sièges sur la base de ce fichier corrompu sans audit par un tiers de confiance est escalade dans la voie de la mise en œuvre du plan de fraude ». Pour ces opposants, la Ceni a ainsi démontré à la face du monde qu'elle a la mission d'organiser la fraude électorale en faveur de Félix Tshisekedi. C'est dans ce cadre qu'ils ont appelé à la restructuration de la Ceni. Ils ont également plaidé pour la recomposition de la Cour constitutionnelle, en lui assurant toute son indépendance. Ils ont préconisé la confection d'un fichier électoral fiable audité par un cabinet international dont l'expertise et l'indépendance en la matière sont avérées.

Les députés de l'opposition boycottent l'examen du projet de loi sur la répartition des sièges, pour ne pas cautionner « un processus électoral chaotique ». Dans une déclaration lue au Palais du peuple, les députés du FCC affirment tenir pour responsable le pouvoir en place de toutes les conséquences qui résulteront de ce processus électoral chaotique.

La Chine et la RDC décident de renforcer leur coopération dans les domaines de la paix et sécurité. La partie chinoise entend accompagner la partie congolaise dans le renforcement des capacités de ses forces armées. Ces deux chefs d'Etat ont annoncé l'élévation des relations sino-congolaises au niveau d'une coopération globale et d'un partenariat stratégique. Selon la déclaration conjointe publiée par les deux Etats, la Commission mixte de coopération économique et commerciale Chine-RDC reste le cadre idoine de définition, de suivi et d'orientation

de cette coopération bilatérale. La Chine s'engage en outre à encourager ses entreprises à accélérer la mise en œuvre des projets d'infrastructures convenus et va intensifier sa coopération minière.

Kongo-Central : plaidoyer pour la réhabilitation de la route Kisantu-Kimvula. La rareté des produits manufacturés sur le marché local fait suite à la détérioration de la RN16 l'axe Kisantu-Kimvula. Il existe une autre voie partant de Kimvula jusqu'au pont Mai-Ndombe que les commerçants empruntent pour évacuer les produits agricoles. Mais, avec la situation sécuritaire du moment dans l'ex-Bandundu, les hommes en uniforme placés par les autorités tracassent les véhicules qui empruntent cette voie.

Mardi 30 mai.

Des acteurs socio-politiques appellent la population à s'impliquer dans le processus électoral, pour qu'il soit paisible, inclusif et transparent. Ces acteurs ont lancé cet appel lors de l'ouverture des journées sociales du Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS)-2023. Pour le directeur du CEPAS, l'élection de 2023 est irréversible, bien qu'émaillée de beaucoup de défis et de tensions. Le secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo indique « qu'il y a des dispositions à capitaliser, notamment l'observation des élections et la publication des résultats, bureau de vote par bureau de vote ». Les journées sociales du CEPAS, édition 2023, sont placées sous le thème : « S'approprier du processus électoral mal engagé, pistes de réflexion et d'action ».

Le tribunal militaire de garnison de Goma se donne sept jours pour juger 40 prévenus accusés de plusieurs faits pénaux. Ces audiences devront permettre à un nombre important de détenus en détention préventive prolongée de plus de trois ans d'être jugés dans un délai raisonnable et permettront également de rendre justice et réparation aux victimes des crimes commis.

Beni : lynchage d'un militaire lors d'une manifestation à Mwenye, à la suite du meurtre d'un élève. Un élève finaliste de l'Institut Bunyuka à Mwenye, a été tué par un soldat des Fardc, dimanche 28 mai. Le meurtrier a été arrêté et mis à la disposition de la justice militaire. Cependant, sur appel de la société civile, la population en colère a manifesté dans la rue contre l'armée et malheureusement un militaire qui partait faire des achats dans une boutique a été pris pour cible et tué par les manifestants.

Nord-Kivu : plaidoyer pour un nouveau partenariat Fardc-Monusco dans les opérations militaires dans l'Est de la RDC. Les autorités de la province du Nord-Kivu sollicitent un nouveau partenariat entre les forces de la Monusco et les forces de défense et de sécurité de la RDC dans les opérations militaires en cours dans l'Est de la RDC. En réponse à cette demande, le commandant des forces la Monusco, a souligné que l'une des missions principales des casques-bleus, c'est la protection des civils.

Kinshasa : Salomon Idi Kalonda, conseiller de Moïse Katumbi, arrêté à l'aéroport de Ndjili. Cette arrestation est immédiatement condamnée par Moïse Katumbi, « l'arrestation arbitraire et illégale de mon conseiller spécial Salomon Idi Kalonda à l'aéroport de Ndjili est un enlèvement crapuleux. Aucune base juridique. Fin de l'Etat de droit. Que lui reproche-t-on ? Où a-t-il été emmené ? Les autorités doivent s'expliquer et le libérer ! ». Delly Sessanga condamne, selon lui, la volonté du pouvoir de réduire au silence les opposants.

La directrice de l'USAID consternée par les violences armées au Nord-Kivu occasionnées par la guerre du M23. Les combats en cours entre l'armée de la RDC et le M23, soutenu par le Rwanda, ont déplacé plus d'un million de personnes depuis mars 2022, dont beaucoup sont contraintes de vivre dans des camps dangereux et surpeuplés, sans accès adéquat à la nourriture, à l'eau ou aux soins médicaux, a poursuivi la directrice de l'Agence des États-Unis pour le développement international. Elle soutient que, dans ces conditions choquantes, des milliers de femmes et d'enfants sont exploités par des réseaux organisés de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, dont un grand nombre seraient dirigés par des personnes liées au gouvernement de la RDC. Pour elle, il est impératif que le gouvernement du Rwanda cesse de soutenir le M23 et retire ses soldats de la RDC. Le gouvernement congolais doit faire plus pour protéger ses citoyens les plus vulnérables, en fournissant des terrains pour de nouveaux sites où les déplacées peuvent avoir accès à des services et à une protection, en appliquant systématiquement les lois du gouvernement contre les maisons closes qui se livrent à la traite et à l'exploitation des femmes et des jeunes filles, et en fournissant un accès sans entrave aux agences humanitaires qui travaillent pour soulager les souffrances de millions de citoyens congolais. D'autres gouvernements concernés devraient faire entendre leur voix et fournir des ressources pour soutenir la population de la RDC, a-t-elle souligné.

Irumu : plaidoyer pour la traque des ADF afin de permettre le retour des déplacés dans leurs villages d'origine. Selon le coordonnateur la société civile de Walese Vonkutu, « surtout sur l'axe Komanda-Luna et Komanda-Mungamba. L'essentiel est d'appuyer les Fardc avec la logistique nécessaire pour qu'elle puisse traquer ces hors-la-loi. Nous lançons un message de soutien à notre armée et son partenaire qu'est la Monusco ». Parmi les besoins prioritaires, il identifie la construction des abris, la réhabilitation des routes, l'encadrement des jeunes dans des différents métiers. Pour le chef de bureau de la Monusco en Ituri, « la Monusco n'a pas la solution à tous ces problèmes. Le gouvernement en a aussi pris acte. Cela va faire partie des informations que nous allons reverser à l'équipe provinciale de transition pour qu'elle puisse identifier les partenaires qui sont capables de venir répondre à ces demandes ». Une délégation de l'administration militaire du territoire d'Irumu s'était jointe à cette mission qui a sillonné certains villages où opèrent des rebelles d'ADF.

Sud-Kivu : le procureur de la CPI souhaite un partenariat solide avec le gouvernement congolais contre le crime de viol. Pour Karim Khan, un travail se fait déjà avec le gouvernement congolais concernant les crimes de viol en RDC : « Actuellement en tant que procureur de la CPI, on est en train de travailler avec les autorités du pays depuis qu'elles nous ont renvoyé cette question. Nous avons des cas. Mais il y a une réalité qui est là. Les viols et les crimes continuent, ils ne se sont pas arrêtés. Donc le message est que nous devons trouver de nouvelles manières de travailler ». Le procureur de la Cour pénale internationale souhaite un partenariat solide avec les autorités congolaises et la société civile afin de mettre fin au viol. **La population de l'Ituri compte sur la CPI pour poursuivre les chefs des milices.** Karim Khan arrive en Ituri au moment où l'activisme des groupes armés s'accroît depuis le déclenchement des conflits en décembre 2017. Des centaines de civils ont été tués lors de multiples attaques de milices armées, des maisons incendiées et plusieurs infrastructures socioéducatives détruites. Pour le coordonnateur de la société civile de l'Ituri, « le procureur doit lancer un mandat d'arrêt contre tous les chefs de milices qui troublent la paix en Ituri Tous les crimes qui se commettent en Ituri, doivent interpeller le procureur et que les enquêtes soient ouvertes. Que les auteurs de ces crimes répondent de leurs actes ». La dernière visite d'un procureur de la CPI en Ituri remonte à 2009.

Nord-Kivu : psychose à Bukombo à la suite des échanges des tirs entre deux groupes armés, les Nyatura et ceux de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS). Cette dispute a occasionné la mort d'un colonel autoproclamé de l'APCLS. Le député provincial de Masisi, Alexis Bahunga, alerte l'autorité provinciale sur l'avancée et l'activisme du groupe Nyatura qui opère, selon lui, sous couvert du M23. « Pas plus loin que la semaine passée, un groupe de Nyatura a attaqué quelques villages dans le Nyamaboko. Aujourd'hui, il vient d'attaquer le village Bukombo. La montée en puissance de cette milice Nyatura est le fruit d'une dotation qu'ils ont reçue du Rwanda, au service du M23. Je continue d'alerter le gouverneur de province et toutes les autres autorités qu'il est urgent de pouvoir envoyer une unité spéciale des Fardc dans ces zones, notamment dans le Osso, Katoyi même dans le Bashali, en vue de barrer la route, à l'avancée de ce M23 sous couvert de Nyatura qui écume la zone de Masisi ». Une grande partie des secteurs d'Osso et Katoyi est en proie à l'insécurité.

Sud-Kivu : la société civile de Bukavu exige un audit de l'IGF sur l'utilisation des fonds alloués au projet PICAGEL. « Nous avons constaté que le bilan du Projet intégré de croissance agricole dans les grands-lacs (PICAGEL) est mitigé, 8 ans après que ce projet est exercé chez nous. PICAGEL est un projet du gouvernement congolais financé par la Banque mondiale et exécuté au Sud-Kivu et au Tanganyika. Il vise à accroître la productivité agricole et la commercialisation dans les zones ciblées en RDC, améliorer l'intégration régionale dans le secteur agricole et de fournir une réponse immédiate et efficace en cas de crise ou d'urgence déclarée. Mais aujourd'hui, nous avons constaté que même le piment est importé des pays voisins ». Le président urbain de la société civile de Bukavu demande à l'Inspection générale des finances de pouvoir auditer ce projet pour éclairer les habitants de la ville de Bukavu, notamment sur l'utilisation des fonds à alloués.

Equateur : près de 100 agents de l'Etat disent être « désactivés » des listes de paie. Ils disent avoir mené sans succès plusieurs démarches entreprises auprès des autorités locales. « C'est pourquoi nous en appelons au vice-Premier ministre de la Fonction Publique afin qu'il puisse nous donner la solution. Parce que nos chefs ici nous ont dit que c'est lui qui a coupé nos salaires. Est-ce qu'on peut couper les salaires des agents qui sont actifs ? », a déclaré l'un d'eux. Pour sa part, le ministre provincial de la Justice, les exhorte à la patience, en attendant que leur dossier soit examiné par la Caisse nationale de sécurité sociale des agents publics.

Développement de 145 territoires : les travaux peinent à démarrer au Kasai. Selon un député provincial, rien n'est fait depuis la pose de la première pierre, il y a plus d'un mois, dans la cité d'Ilebo (Kasai). En dépit de ce manque de réalisations, la population de la province du Kasai demande que les travaux du projet de développement de 145 territoires commencent réellement.

Des leaders de l'opposition condamnent l'arrestation de Salomon Kalonda. Moïse Katumbi considère « l'arrestation arbitraire & illégale » de son conseiller spécial Salomon Kalonda à l'aéroport de N'djili comme « un enlèvement crapuleux », sans aucune base juridique. Augustin Matata Ponyo « proteste contre ce type de dictature et réclame sa libération ». L'enlèvement des acteurs politiques pour les réduire au silence est une pratique condamnable propre aux dictatures, renchérit Delly Sesanga. Martin Fayuku abonde dans le même sens. Entre-temps, les membres de la fédération du parti Ensemble pour la République au Maniema se sont réunis en urgence à Kindu, au cri de : « Libérez Salomon ». Ils ont fustigé « le recul de la démocratie en RDC ».

Lubero : 1892 familles de déplacés bénéficient de l'aide non alimentaire à Kayna ; de vêtements pour femmes, hommes et enfants. Cette assistance émane de Caritas développement de la région de Butembo-Beni. Elle leur remet également des couvertures et des ustensiles de cuisine, mais aussi des kits hygiéniques pour femme. Ces personnes ont fui les exactions des rebelles du M23 principalement dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Kinshasa : marche de la DYPRO pour soutenir le processus électoral en cours. A travers cette manifestation, le coordonnateur de la Dynamique progressiste de l'opposition républicaine a dit « non au glissement du calendrier électoral par des subterfuges et manœuvres politiciennes qui sont dictés par des appétits politiques et individuels ». Il a exprimé son opposition aux dialogues ainsi qu'aux concertations politiques en vue de partage des postes de responsabilités. Les manifestants ont été bloqués par la police.

Kinshasa : lancement de la plateforme de la géolocalisation des écoles en RDC. Le ministre de l'Economie nationale, a lancé, la plate-forme de la géolocalisation des écoles publiques et privées en RDC. Ce procédé constitue le moyen le plus efficace de lutter contre la délocalisation anarchique des établissements scolaires d'une entité à une autre, sans l'obtention au préalable d'un arrêté du ministre ayant l'Enseignement primaire, secondaire et technique dans ses attributions. Il permet au gouvernement de maîtriser l'épineuse question des effectifs des enseignants. Le ministre a proposé que cette technique soit appliquée dans tous les secteurs : l'armée, la police nationale, la fonction publique et autres afin d'avoir la maîtrise sur les effectifs des agents de l'Etat.

Le Rwanda et le M23 préparent un assaut sur la ville de Goma (FARDC). Le communiqué des Fardc, lu par son porte-parole, dénonce « on assiste à des mouvements des troupes RDF/M23 ainsi que de leurs recrues, qui viennent de terminer la formation au Rwanda et à Tchanzu, pour réoccuper leurs anciennes positions à Kibumba et Rugari, où ils ont installé leur quartier général avancé. L'objectif de ce redéploiement est d'attaquer la ville de Goma et d'accentuer la crise humanitaire et l'insécurité », a poursuivi l'officier.

Mercredi 31 mai.

A Bunia, le Procureur de la CPI promet des enquêtes pour stopper les crimes. Selon lui, la population de cette province vit dans la terreur depuis deux décennies à cause des violences des groupes armés sur des civils innocents. Il assure qu'une enquête sera ouverte incessamment pour stopper ces crimes, qui ne resteront pas impunis. « Nous allons voir la meilleure façon de faire les choses, en travaillant avec le gouvernement, les Nations unies et l'Union africaine et voir ce qui peut expliquer autant de pertes en vies humaines en RDC, évaluer quelle peut être cette architecture, et comment travailler ensemble et être plus efficace que par le passé ». Selon lui, la situation sur le terrain impose de parler moins et agir plus. Avant de quitter Bunia, il a échangé avec les victimes de l'affaire Germain Katanga, avant de visiter le stand des ONG qui bénéficient de fonds au profit de victimes.

Insécurité au Nord-Kivu : Goma enregistre de nouveaux chômeurs à la suite de la fermeture de de la société Premidis Sarl. L'on enregistre également une crise alimentaire provoquée par la rareté des produits jadis livrés par cette société. Depuis le 15 mai, certains cadres de cette société ont annoncé cette fermeture, à la suite de l'insécurité qui affecte le Rutshuru. La fermeture de cette industrie de Premidis qui produisait et transformait, en plusieurs types de boissons, le maïs, a mis au chômage au moins 1000 employés et près de 2000 journaliers à Goma et dans le territoire de Rutshuru.

Lieutenant-général Johnny Luboya : « Le groupe armé qui ne veut pas arrêter des exactions sera confronté à la justice ». Selon le gouverneur de l'Ituri, il faut qu'on mette fin à l'impunité et à la violation des droits humains. Il indique que le passage du procureur Karim Khan en Ituri est un message fort pour tous les bourreaux qui pensaient être libres en commettant des crimes contre la population civile. « Pour ceux qui ne veulent pas arrêter, les opérations militaires vont reprendre. Donc, vous avez une opportunité : soit vous acceptez le dialogue et vous arrêtez la violence, soit vous vous démobilisez, sinon la justice sera sur votre dos ».

Sankuru : Lusambo privé d'eau potable depuis 4 mois. D'après le chef de la Regideso, cette pénurie d'eau est due à un éboulement au niveau du forage en janvier dernier. Aucune réparation ne peut être envisagée sur place par manque d'équipements. Il dit attendre incessamment l'arrivée d'une délégation de la direction générale de cette entreprise pour entamer les travaux de réhabilitation de ce forage.

Beni : la Monusco explique aux partenaires son plan de désengagement de la RDC. La Monusco a réuni à Beni (Nord Kivu) les autorités locales, des représentants des agences des nations unies et des organisations de la société civile. L'objectif est de discuter du plan mis en place par le gouvernement et la Monusco pour le départ en douceur de la Mission onusienne. Ces points portent essentiellement sur les questions de la protection des civils, la réforme du secteur de sécurité, la stabilisation et l'appui aux élections. Le maire de Beni, estime que le gouvernement congolais peut maintenant se prendre en charge. Le chef d'antenne du Programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation (P-DDRCS) à Beni, plaide, quant à lui, pour la mise en place de stratégies efficaces permettant de pérenniser les acquis hérités de la Monusco après son départ.

Des niveaux record de la faim en RDC nécessitent un soutien aux moyens des investissements à long terme (Nations Unies). L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies estiment à 6,7 millions le nombre de personnes en situation de crise ou d'urgence alimentaire dans le Nord et le Sud-Kivu et en Ituri. Cela représente une augmentation de 10% par rapport à l'année dernière. La dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) publiée par le gouvernement a révélé que 25,8 millions de personnes sont toujours confrontées à des niveaux de crise ou d'urgence d'insécurité alimentaire. Cette situation est déclenchée par « de mauvaises récoltes, des déplacements dus à la violence, des maladies, le chômage et l'effondrement de l'infrastructure ». Le rapport montre que les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont Djugu et Mambasa en Ituri, et Rutshuru, Nyiragongo, Goma, Beni et Masisi dans le Nord-Kivu. La violence et l'insécurité ont coupé des communautés entières de leurs champs. Même lorsque la nourriture est disponible, la hausse des prix signifie que les ménages pauvres ont besoin d'aide pour se procurer des aliments nutritifs suffisants et adéquats. Le conflit a également rendu difficile l'acheminement de l'aide humanitaire. Sur le terrain, le PAM prévoit d'atteindre 7,1 millions de personnes en RDC cette année. Si l'aide alimentaire d'urgence est essentielle pour enrayer la faim, le travail de renforcement de la résilience du PAM favorise l'autosuffisance alimentaire, les moyens de subsistance durables, la récupération rapide des chocs et la paix à long terme.

Ituri : les victimes des atrocités des groupes armés attendent de la CPI la répression des crimes subis. Pour les victimes de l'Ituri qui ont échangé mardi avec le procureur de la CPI, ce dernier doit se saisir de tous les crimes déjà commis et poursuivre leurs auteurs, pour que la paix soit restaurée. Dans la province voisine du Haut-Uele, la Commission diocésaine Justice et paix de l'église Catholique de Dungu demande au procureur d'ouvrir également des enquêtes sur les graves violations des droits de l'homme commises depuis 2008 par les rebelles de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) et les Mbororos.

Sud-Kivu : l'OMS apporte son appui aux sinistrés de Kalehe. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déjà fourni à Bushushu et Nyamukubi, l'appui médical de huit tonnes de médicaments composé de kits choléra, kits de traumatologie, kits sanitaires d'urgence, sans oublier des fournitures médicales mobilisées. Elle envisage de renforcer sa présence à Kalehe avec des spécialistes de la santé mentale, des violences basées sur le genre, de la surveillance épidémiologique, de gestion de l'information sanitaire, de la logistique et de la communication. Pour faciliter les mouvements des intervenants de première ligne, des partenaires humanitaires de Bukavu à Kalehe, l'OMS annonce l'arrivée cette semaine à Bukavu d'un bateau, pour relier par le lac Kivu la région sinistrée et atteindre les personnes dans les besoins urgents. Ce bateau réduira sensiblement les difficultés liées aux ponts cassés et aux routes fortement endommagées à la suite des inondations.

La société civile environnementale recommande au Gouvernement de renoncer au projet d'exploitation des blocs pétroliers et gaziers. Pour la Coalition des organisations de la société civile environnementale, le pétrole et le gaz sont des sources d'énergie polluantes. « Aujourd'hui, le Gouvernement présente le pétrole comme opportunité au développement, mais beaucoup d'analyses montrent que le pétrole n'est pas une opportunité pour le développement du pays. Pourquoi cela ? Parce que le monde est en train de migrer des énergies fossiles vers les énergies renouvelables et il y a beaucoup des objectifs qui sont fixés dans ce cadre-là et pourquoi ? Parce que les énergies fossiles, particulièrement le pétrole, le gaz et le charbon sont considérés comme les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, la source principale du changement climatique».

A l'heure actuelle, beaucoup de pays, ayant vu ce danger sont en train d'abandonner le secteur pétrolier pour aller vers le secteur des énergies renouvelables.

Assemblée nationale : examen de la loi portant répartition des sièges. Cette loi sur la répartition des sièges concerne les élections législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales. Au total 74 députés se sont inscrits pour la prise de parole. Ce débat a tourné autour du déséquilibre des sièges dans différentes circonscriptions électorales, qui a poussé la plupart des élus à réclamer des sièges perdus dans leurs provinces. Le débat de mardi s'est déroulé en l'absence des députés du FCC. Ces derniers ont boycotté cette plénière dénonçant « un processus électoral chaotique, corrompu et à la solde du régime Tshisekedi ».

Nord-Kivu : l'USAID "indignée" par les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants. D'après l'administratrice de l'USAID, des milliers de femmes et enfants sont exploités par des réseaux organisés de trafic sexuel ; dont beaucoup seraient dirigés par des personnes liées au gouvernement congolais. Elle interpelle le gouvernement congolais de faire davantage pour protéger ses citoyens les plus vulnérables. Il s'agit notamment de leur fournir des terrains en vue d'une extension de nouveaux sites, où les personnes déplacées peuvent bénéficier de services et recevoir une protection. De même, elle plaide également pour un "accès sans entrave" aux agences humanitaires qui travaillent pour soulager les souffrances de millions de citoyens congolais.

Haut-Uele : la population de Durba se désintéresse de l'agriculture au profit des mines. Le village de Durba est le principal centre économique des territoires de Watsa, de Faraje et Dungu (Haut-Uele). Des initiatives locales sont menées par Kibali Gold, qui a créé un centre de formation en activités agropastorales. Mais cela n'attire pas beaucoup les jeunes, intéressés plus par les mines ou le commerce des produits de première nécessité en provenance de l'Ouganda. Le shilling ougandais est facilement accepté par les commerçants locaux. La route Aru, frontière avec l'Ouganda jusqu'à Durba, longue de plus de 140 km est la principale voie d'évacuation et d'approvisionnement des marchandises. Ce qui révolte la Fédération des entreprises du Congo (FEC) locale est surtout la multiplicité des barrières illégales sur cette route. Celles-ci ont une incidence sur les prix.

Kinshasa: l'ONG « Initiative locale pour le développement intégré » sensibilise sur les méfaits du tabac. L'humanité célèbre ce mercredi 31 mai, la journée mondiale sans tabac sous le thème : « Cultivons les aliments, pas le tabac ». A cette occasion, l'ONG « Initiative Locale pour le Développement Intégré », en collaboration avec le Club des Etudiants en Sciences de l'Environnement et le Mouvement des Etudiants contre l'usage du tabac de l'Université de Kinshasa, a sensibilisé l'opinion sur la dangerosité du tabac pour l'homme et la nature. Elle a organisé une conférence à l'Université de Kinshasa à laquelle ont pris part les étudiants, le corps académique et autres experts. Parmi les mesures de lutte en RDC, inspecteur à Direction générale des douanes et accise (DGDA), suggère que les coûts des taxes sur l'importation du tabac soient revus à la hausse.

